



SUPREME COURT OF CANADA

COUR SUPRÊME DU CANADA

BULLETIN OF PROCEEDINGS

BULLETIN DES PROCÉDURES

This Bulletin is published at the direction of the Registrar and is for general information only. It is not to be used as evidence of its content, which, if required, should be proved by Certificate of the Registrar under the Seal of the Court. While every effort is made to ensure accuracy, no responsibility is assumed for errors or omissions.

Ce Bulletin, publié sous l'autorité du registraire, ne vise qu'à fournir des renseignements d'ordre général. Il ne peut servir de preuve de son contenu. Celle-ci s'établit par un certificat du registraire donné sous le sceau de la Cour. Rien n'est négligé pour assurer l'exactitude du contenu, mais la Cour décline toute responsabilité pour les erreurs ou omissions.

During Court sessions, the Bulletin is usually issued weekly.

Le Bulletin paraît en principe toutes les semaines pendant les sessions de la Cour.

Where a judgment has been rendered, requests for copies should be made to the Registrar, with a remittance of \$15 for each set of reasons. All remittances should be made payable to the Receiver General for Canada.

Quand un arrêt est rendu, on peut se procurer les motifs de jugement en adressant sa demande au registraire, accompagnée de 15 \$ par exemplaire. Le paiement doit être fait à l'ordre du Receveur général du Canada.

Please consult the Supreme Court of Canada website at www.scc-csc.ca for more information.

Pour de plus amples informations, veuillez consulter le site Web de la Cour suprême du Canada à l'adresse suivante : www.scc-csc.ca

September 22, 2023

1 - 42

Le 22 septembre 2023

Contents
Table des matières

Judgments on applications for leave / Jugements rendus sur les demandes d'autorisation 1

NOTICE

Case summaries included in the Bulletin are prepared by the Office of the Registrar of the Supreme Court of Canada (Law Branch) for information purposes only.

AVIS

Les résumés des causes publiés dans le bulletin sont préparés par le Bureau du registraire (Direction générale du droit) uniquement à titre d'information.

**Judgments on applications for leave /
Jugements rendus sur les demandes d'autorisation**

SEPTEMBER 21, 2023 / LE 21 SEPTEMBRE 2023

40618 Diamond Sky Caribou v. His Majesty the King
(Man.) (Criminal) (By Leave)

The motion for an extension of time to serve and file the application for leave to appeal is granted. The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal of Manitoba, Number AR21-30-09636, 2022 MBCA 95, dated December 6, 2022, is dismissed.

Charter of Rights — Criminal law — Sentencing – Judicial credit for sentencing — Whether the Manitoba Court of Appeal erred in law and principle by requiring direct evidence, expert or otherwise, of eligibility for parole or early release to consider the properly pleaded *Charter* challenge before it? — Whether Parliament's ultimate limitation of 1.5 to 1 for judicial credit for pre-sentence custody is consistent with s. 7 of the *Charter*.

After the applicant was convicted by jury of manslaughter, the trial judge in the Court of Queen's Bench of Manitoba imposed a sentence of 13 years' imprisonment, less credit for pre-sentence custody at a rate of 1.5:1. At the sentencing hearing, the applicant filed a motion asserting that the cap on the credit for pre-sentence custody at 1.5:1 set out in s. 719(3) and (3.1) of the *Criminal Code*, R.S.C. 1985, c. C-46, should be struck down for violating s. 7 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*, which the trial judge dismissed. He found it unnecessary to resort to a *Charter* remedy as the issue raised by the applicant could be addressed as part of the sentencing process. In the alternative, he concluded that the limitation in those provisions does not violate s. 7 of the *Charter*.

On appeal, the applicant argued that the trial judge erred in failing to consider the constitutional challenge, in alternatively finding that the provisions did not infringe s. 7, and in imposing a sentence that was harsh and excessive. The Manitoba Court of Appeal unanimously granted the application for leave to appeal the sentence, but dismissed the applicant's sentence appeal.

May 25, 2021
Court of Queen's Bench of Manitoba
(Saul J.)
[unreported]

Charter motion dismissed; sentence of 13 years' imprisonment less credit for pre-sentence custody at a rate of 1.5:1 imposed for offence of manslaughter

December 6, 2022
Court of Appeal of Manitoba
(Pfuetzner, Simonsen and Spivak JJ.A.)
[2022 MBCA 95](#)

Leave to appeal sentence granted; sentence appeal dismissed

February 16, 2023
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed together with motion for extension of time to serve and file it

40618 Diamond Sky Caribou c. Sa Majesté le Roi
(Man.) (Criminelle) (Autorisation)

La requête en prorogation du délai de signification et de dépôt de la demande d'autorisation d'appel est accueillie. La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel du Manitoba, numéro AR21-30-09636, 2022 MBCA 95, daté du 6 décembre 2022, est rejetée.

Charte des droits — Droit criminel — Détermination de la peine – Allocation de temps par le tribunal pour infraction de la peine — La Cour d'appel du Manitoba a-t-elle commis une erreur de droit et de principe en exigeant une preuve directe, une preuve d'expert ou autrement de l'admissibilité à la libération conditionnelle ou à la libération anticipée pour examiner la contestation fondée sur la *Charte* et adéquatement plaidée dont elle était saisie? — La limite ultime établie par le Parlement quant à la restriction par le tribunal d'un jour et demi pour chaque jour passé sous garde relativement à la période passée sous garde est-elle compatible avec l'art. 7 de la *Charte*?

Après que le demandeur eut été déclaré coupable d'homicide involontaire coupable, le juge du procès à la Cour du Banc de la Reine du Manitoba lui a infligé une peine de 13 ans d'emprisonnement restreinte d'un jour et demi pour chaque jour passé sous garde. Lors de l'audience sur la détermination de la peine, le demandeur a déposé une requête affirmant que le plafond de la restriction pour la période passée sous garde d'un jour et demi pour chaque jour passé sous garde, établi aux par. 719(3) et (3.1) du *Code criminel*, L.R.C. 1985, c. C-46, devrait être annulé, au motif qu'il violait l'art. 7 de la *Charte canadienne des droits et libertés*, que le juge du procès a rejetée. Il a estimé qu'il n'était pas nécessaire de recourir à la réparation offerte par la *Charte*, car la question soulevée par le demandeur pouvait être réglée dans le cadre du processus d'infliction de la peine. De manière subsidiaire, il a conclu que la restriction prévue dans ces dispositions ne violait pas l'art. 7 de la *Charte*.

En appel, le demandeur a fait valoir que le juge du procès a commis une erreur, en omettant d'examiner la contestation constitutionnelle, en concluant de manière subsidiaire que les dispositions ne portaient pas atteinte à l'art. 7, et en infligeant une peine qui était sévère et excessive. À l'unanimité, les juges de la Cour d'appel du Manitoba ont accueilli la demande d'autorisation d'appel visant la peine, mais ont rejeté l'appel interjeté par le demandeur à l'encontre l'infliction de la peine.

25 mai 2021

Cour du Banc de la Reine du Manitoba
(juge Saull)
[non-publiée]

Rejet de la requête fondée sur la *Charte*; peine de 13 ans d'emprisonnement restreinte de la période passée sous garde à raison de un jour et demi pour chaque jour passé sous garde, infligée pour l'infraction d'homicide involontaire coupable

6 décembre 2022

Cour d'appel du Manitoba
(juges Pfuetzner, Simonsen et Spivak)
[2022 MBCA 95](#)

Autorisation d'appel de la peine accueillie; appel interjeté à l'encontre de la peine rejeté

16 février 2023

Cour suprême du Canada

Demande d'autorisation d'appel déposée ainsi qu'une requête en vue de la prorogation du délai pour la signifier et la déposer

40735 **Shayden Trey Rain v. His Majesty the King**
(Alta.) (Criminal) (By Leave)

The motion by His Majesty the King to adduce new evidence is dismissed. The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal of Alberta (Edmonton), Number 2203-0238A, 2023 ABCA 95, dated March 17, 2023, is dismissed.

(PUBLICATION BAN IN CASE)

Criminal law — Interim release — Application and interpretation of s. 493.2 of *Criminal Code*, R.S.C. 1985, c. C-46

Mr. Rain is Indigenous. He is accused of first degree murder. He was denied interim release. The Court of Appeal dismissed an application for review of the denial of interim release.

December 9, 2022
 Court of King's Bench of Alberta
 (Little J.)
 (Oral reasons, Unreported)

Interim release denied

March 17, 2023
 Court of Appeal of Alberta (Edmonton)
 (Slatter, Wakeling, Ho JJ.A.)
 2023 ABCA 95; 2203-0238A
 (Unreported)

Application for review dismissed

May 16, 2023
 Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal

June 14, 2023
 Supreme Court of Canada

Motion to file fresh evidence filed

40735 Shayden Trey Rain c. Sa Majesté le Roi
 (Alb.) (Criminelle) (Autorisation)

La requête par Sa Majesté le Roi pour déposer de nouveaux éléments de preuve est rejetée. La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel de l'Alberta (Edmonton), numéro 2203-0238A, 2023 ABCA 95, daté du 17 mars 2023, est rejetée.

(ORDONNANCE DE NON-PUBLICATION DANS LE DOSSIER)

Droit criminel — Mise en liberté provisoire — Application et interprétation de l'art. 493.2 du *Code criminel*, L.R.C. (1985), ch. C-46

M. Rain est Autochtone. Il est accusé de meurtre au premier degré. Sa mise en liberté provisoire a été refusée. La Cour d'appel a rejeté une demande de contrôle du refus de lui accorder une mise en liberté provisoire.

9 décembre 2022
 Cour du Banc du Roi de l'Alberta
 (juge Little)
 (décision non publiée rendue à l'audience)

Mise en liberté provisoire refusée

17 mars 2023
 Cour d'appel de l'Alberta (Edmonton)
 (les juges Slatter, Wakeling et Ho)
 2023 ABCA 95; 2203-0238A
 (décision non publiée)

Demande de contrôle rejetée

16 mai 2023
 Cour suprême du Canada

Demande d'autorisation d'appel

14 juin 2023
Cour suprême du Canada

Requête en vue d'être autorisé à présenter de nouveaux
éléments de preuve déposée

40657 Oscar Wong v. Jennifer Li, also known as Jennifer Ho and Raymond Ho, also known as Ray Ho
(Ont.) (Civil) (By Leave)

The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal for Ontario, Number C68611, 2023 ONCA 42, dated January 24, 2023, is dismissed with costs in the amount as agreed upon by the parties, failing which costs are granted in accordance with the tariff of fees and disbursements set out in Schedule B of the *Rules of the Supreme Court of Canada*.

Administrative law — Appeals — Action against employees alleging fraud and deceit/fraudulent misrepresentation, conspiracy, and breach of fiduciary duty relating to allegations law office used as platform to promote and facilitate fraudulent schemes and conspiracies — Whether the lower courts erred in their reasoning and decision — Whether application for leave to appeal raises issues of national and public importance.

The applicant is a lawyer. The respondent, Jennifer Li, worked at his law firm as a real estate clerk. The respondent, Raymond Ho, is her husband.

The Law Society of Upper Canada started investigating the applicant's practice based on his failure to supervise real estate transactions. The applicant was suspended for four months, and ordered to pay \$10,000 in costs. The Law Society appealed, which resulted in an increased award of \$50,000 in costs.

The applicant commenced an action against the respondents and others. He alleged fraud and deceit/fraudulent misrepresentation, conspiracy, and breach of fiduciary duty in relation to real estate transactions addressed in the Law Society proceedings. The applicant alleged that his office was used as a platform to promote and facilitate fraudulent schemes and conspiracies.

The trial judge dismissed all claims against Ms. Li and Mr. Ho.

The Court of Appeal dismissed the appeal.

July 29, 2020
Ontario Superior Court of Justice
(Sutherland J.)
2020 ONSC 4299

All claims against Ms. Li and Mr. Ho dismissed.

January 24, 2023
Court of Appeal for Ontario
(Huscroft, Trotter and Harvison Young JJ.A.)
[2023 ONCA 42](#)
C68611

Appeal dismissed.

March 14, 2023
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed.

40657 Oscar Wong c. Jennifer Li, aussi connue sous le nom de Jennifer Ho et Raymond Ho, aussi connu sous le nom de Ray Ho

(Ont.) (Civile) (Sur autorisation)

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel de l'Ontario, numéro C68611, 2023 ONCA 42, daté du 24 janvier 2023, est rejetée avec dépens dans le montant convenu par les parties, à défaut de quoi les dépens sont accordés conformément au tarif des honoraires et débours établi à l'Annexe B des *Règles de la Cour suprême du Canada*.

Droit administratif — Appels — Action intentée contre des employés pour fraude et dol, déclarations inexactes frauduleuses, complot et manquement à une obligation fiduciaire relativement à des allégations que le cabinet d'avocats a servi de tribune pour promouvoir et faciliter des manœuvres frauduleuses et des complots — Les tribunaux d'instance inférieure ont-ils commis des erreurs dans leur raisonnement et dans leurs décisions ? — La demande d'autorisation d'appel soulève-t-elle des questions d'importance nationale et publique ?

Le demandeur est un avocat. L'intimée, Jennifer Li, travaillait dans son cabinet d'avocats à titre de commis aux biens immobiliers. L'intimé, Raymond Ho, est son conjoint.

Le Barreau du Haut-Canada a commencé à enquêter relativement à la pratique du demandeur parce qu'il n'avait pas supervisé des opérations immobilières. Le demandeur a été suspendu pendant quatre mois, et on lui a ordonné de payer 10 000 \$ en dépens. Le Barreau a porté la décision en appel, ce qui a eu pour effet de porter le total des dépens à payer par le demandeur à 50 000 \$.

Le demandeur a intenté une action contre les intimés et d'autres pour fraude et dol, déclarations inexactes frauduleuses, complot et manquement à une obligation fiduciaire relativement à des opérations immobilières ayant fait l'objet des instances devant le Barreau. Le demandeur a allégué que son bureau avait été utilisé comme tribune pour promouvoir et faciliter des manœuvres frauduleuses et des complots.

Le juge de première instance a rejeté toutes les demandes présentées contre Mme Li et M. Ho.

La Cour d'appel a rejeté l'appel.

29 juillet 2020
Cour supérieure de justice de l'Ontario
(juge Sutherland)
2020 ONSC 4299

Toutes les demandes présentées contre Mme Li et M. Ho sont rejetées.

24 janvier 2023
Cour d'appel de l'Ontario
(juges Huscroft, Trotter et Harvison Young)
[2023 ONCA 42](#)
C68611

L'appel est rejeté.

14 mars 2023
Cour suprême du Canada

La demande d'autorisation d'appel est présentée.

40724 **Dino Fuoco and Suzanne Charette v. Jacques MacCommeau and Linda Boisclair**
(Que.) (Civil) (By Leave)

The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal of Quebec (Montréal), Number 500-09-029475-217, 2023 QCCA 448, dated March 31, 2023, is dismissed with costs in accordance with the tariff of fees and disbursements set out in Schedule B of the *Rules of the Supreme Court of Canada*.

Bankruptcy and insolvency — Provable claim — Sufficient certainty test — Claim for latent defects affecting immovable purchased from insolvent debtors prior to filing of proposal — For claim to be considered “provable” under s. 121 of *Bankruptcy and Insolvency Act*, whether it is sufficient that underlying obligation be incurred before bankruptcy or whether it is necessary that damage also appear before bankruptcy — *Bankruptcy and Insolvency Act*, R.S.C. 1985, c. B-3, ss. 2 (provable claim), 121, 135 and 178.

On November 9, 2009, the respondents, Jacques MacCommeau and Linda Boisclair, purchased an immovable from the applicants, Dino Fuoco and Suzanne Charette. The applicants also provided a legal warranty at the time of the purchase. On March 20, 2013, the applicants filed a proposal with a trustee, Raymond Chabot inc., under the *Bankruptcy and Insolvency Act*, R.S.C. 1985, c. B-3. The respondents were not notified of the proposal and did not file any proof of claim. Under the proposal, the trustee distributed a dividend to the creditors in the amount of \$51,728.81, which was equivalent to 7.20% of the proved claims. A certificate of full performance was issued by the trustee on June 16, 2014, and an order discharging the trustee was made on September 14, 2016. On August 2, 2019, the respondents filed an action against the applicants claiming \$38,291.71 in damages as compensation for the injury suffered as a result of latent defects affecting the immovable. In reply to that action, the applicants filed an application for a declaratory judgment with the Superior Court of the district of Terrebonne, seeking recognition that the respondents’ claim was a “provable claim” in their proposal and that they had therefore been discharged of that obligation, apart from an amount equal to the 7.20% dividend paid under the proposal. The Superior Court dismissed the motion for a declaratory judgment, and a majority of the Court of Appeal dismissed the appeal.

April 15, 2021
Quebec Superior Court
(Poisson J.)
No. 700-11-013986-130
(Unreported)

Motion for declaratory judgment dismissed

March 31, 2023
Quebec Court of Appeal (Montréal)
(Dutil and Mainville J.J.A. and Hamilton J.A.
[dissenting])
[2023 QCCA 448](#)

Appeal dismissed

May 10, 2023
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

40724 **Dino Fuoco et Suzanne Charette c. Jacques MacCommeau et Linda Boisclair**
(Qc) (Civile) (Autorisation)

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel du Québec (Montréal), numéro 500-09-029475-217, 2023 QCCA 448, daté du 31 mars 2023, est rejetée avec dépens conformément au tarif des honoraires et débours établi à l'Annexe B des *Règles de la Cour suprême du Canada*.

Faillite et insolvabilité — Réclamation prouvable — Critère de la certitude suffisante — Réclamation pour vices cachés affectant un immeuble acheté des débiteurs en situation d'insolvabilité avant le dépôt de la proposition concordataire — Pour qu'une réclamation soit considérée « prouvable » en vertu de l'article 121 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, est-il suffisant que l'obligation sous-jacente soit antérieure à la faillite, ou est-il nécessaire que la manifestation du dommage le soit également ? — *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, LRC 1985, ch. B-3, art. 2 (réclamation prouvable), 121, 135 et 178.

Le 9 novembre 2009, les intimés, M. Jacques MacCommeau et Mme Linda Boisclair, ont acheté un immeuble des demandeurs, M. Dino Fuoco et Mme Suzanne Charrette. Ces derniers ont également fourni une garantie légale au moment de l'achat. Le 20 mars 2013, les demandeurs ont déposé une proposition concordataire en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, LRC 1985, ch. B-3, auprès du syndic Raymond Chabot inc. Les intimés n'ont pas été avisés de cette proposition. Ils n'ont déposé aucune preuve de réclamation. Dans le cadre de la proposition, le syndic a distribué aux créanciers un dividende de 51 728, 81\$, équivalent à 7,20 % des réclamations prouvées. Un certificat d'exécution intégrale est émis par le syndic le 16 juin 2014 et une ordonnance de libération du syndic a été rendue le 14 septembre 2016. Le 2 août 2019, les intimés ont entamé un recours en réclamation contre les demandeurs pour la somme de 38 291,71\$ à titre de dommages-intérêts afin d'être compensés du préjudice subi résultant de vices cachés affectant l'immeuble. En réplique à ce recours, les demandeurs ont déposé une demande en jugement déclaratoire auprès de la Cour supérieure du district de Terrebonne afin de faire reconnaître que la réclamation des intimés constitue une « réclamation prouvable » dans leur proposition et qu'ils ont donc été libérés de cette obligation, à l'exception du montant équivalent du dividende de 7,20 % versé en vertu de la proposition. La Cour supérieure a rejeté la requête en jugement déclaratoire et la Cour d'appel a rejeté l'appel à la majorité.

Le 15 avril 2021
Cour supérieure du Québec
(La juge Poisson)
No. 700-11-013986-130
(Non publié)

Requête en jugement déclaratoire rejetée.

Le 31 mars 2023
Cour d'appel du Québec (Montréal)
(Les juges Dutil, Mainville et Hamilton
[dissident])
[2023 QCCA 448](#)

Appel rejeté.

Le 10 mai 2023
Cour suprême du Canada

Demande d'autorisation d'appel déposée.

**40645 Myung Soo Jung v. Attorney General of Canada on behalf of the Republic of Korea
- and between -
Myung Soo Jung v. Minister of Justice (Canada)
(B.C.) (Criminal) (By Leave)**

The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal for British Columbia (Vancouver), Number CA47794, 2023 BCCA 113, dated March 15, 2023, is dismissed.

Canadian Charter of Rights and Freedoms — Principles of fundamental justice — Administrative law — Extradition of person claiming refugee status — Extradition judge granting summary judgment and dismissing application to stay extradition proceedings for abuse of process — What are the appropriate threshold and onus in an extradition case for summary dismissal of an application to stay proceedings for abuse of process— Section 105(1) of *Immigration and Refugee Protection Act* suspending refugee claim when extradition proceedings commenced — Section 105(3) of *Immigration and Refugee Protection Act* deeming order to surrender to be a rejection of claim for refugee protection — Whether s. 105 violates s. 7 of the *Charter* such that it is of no force or effect?

Mr. Jung, a Korean citizen, entered Canada with visitor status. After Canada Border Services Agency commenced investigating his admissibility, he claimed refugee status. The Republic of Korea applied to extradite Mr. Jung to complete one trial process on a charge of fraud and to commence a second trial on another charge of fraud. The committal judge dismissed an application by Mr. Jung to stay the extradition proceedings for abuse of process and committed Mr. Jung into custody. The Minister of Justice ordered Mr. Jung to be surrendered for extradition. The Court of Appeal dismissed an appeal from the committal order and an application for judicial review of the surrender decision.

October 7, 2021 Supreme Court of British Columbia (Crossin J.) 2021 BCSC 2055	Order committing applicant into custody
April 11, 2022 Canada (Minister of Justice)	Order for surrender
March 15, 2023 Court of Appeal for British Columbia (Vancouver) (Fenlon, DeWitt-Van Oosten, Horsman JJ.A.) 2023 BCCA 113 ; CA47794	Appeal dismissed and application for judicial review dismissed
May 15, 2023 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed

**40645 Myung Soo Jung c. Procureur général du Canada au nom de la République de Corée
- et entre -
Myung Soo Jung c. Ministre de la Justice (Canada)
(C.-B.) (Criminelle) (Sur autorisation)**

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel de la Colombie-Britannique (Vancouver), numéro CA47794, 2023 BCCA 113, daté du 15 mars 2023, est rejetée.

Charte canadienne des droits et libertés — Principes de justice fondamentale — Droit administratif — Extradition d'une personne qui a revendiqué le statut de réfugié — Le juge d'extradition a rendu un jugement sommaire et a rejeté la demande d'arrêt des procédures d'extradition pour cause d'abus — Quels sont le seuil et le fardeau de preuve applicables aux fins du rejet en jugement sommaire d'une demande d'arrêt des procédures pour cause d'abus dans le cadre d'une affaire d'extradition? — Il est sursis à la demande d'asile en application du paragraphe 105(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* lorsque des procédures d'extradition sont intentées — Le paragraphe 105(3) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* assimile l'arrêt d'extradition au rejet de la demande d'asile — L'art. 105 viole-t-il l'art. 7 de la *Charte* de telle manière à ce qu'il soit inopérant?

Monsieur Jung, un citoyen sud-coréen, est entré au Canada avec le statut de visiteur. Après que l'Agence des services frontaliers du Canada a commencé à enquêter relativement à son entrée et à son séjour au pays, il a revendiqué le statut de réfugié. La République de Corée a demandé l'extradition de M. Jung pour pouvoir poursuivre un procès relatif à une accusation de fraude et commencer un deuxième procès relatif à une autre accusation de fraude. Le juge d'incarcération a rejeté la demande présentée par M. Jung en arrêt des procédures d'extradition pour cause d'abus et a ordonné l'incarcération de M. Jung. Le ministre de la Justice a pris un arrêté aux fins de l'extradition de M. Jung. La Cour d'appel a rejeté l'appel interjeté contre l'ordonnance d'incarcération ainsi que la demande de contrôle judiciaire de la décision en matière d'extradition.

7 octobre 2021
 Cour suprême de la Colombie-Britannique
 (juge Crossin)
[2021 BCSC 2055](#)

L'ordonnance visant l'incarcération du demandeur jusqu'à son extradition est rendue.

11 avril 2022
 Canada (ministre de la Justice)

L'arrêté d'extradition est pris.

15 mars 2023
 Cour d'appel de la Colombie-Britannique
 (Vancouver)
 (juges Fenlon, DeWitt-Van Oosten, Horsman)
[2023 BCCA 113](#); CA47794

L'appel et la demande de contrôle judiciaire sont rejetés.

15 mai 2023
 Cour suprême du Canada

La demande d'autorisation d'appel est présentée.

40617 Fernando Charest and Michel Desroches v. Autorité des marchés financiers
 (Que.) (Civil) (By Leave)

The motion for an extension of time to serve and file the applicants' reply is granted. The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal of Quebec (Montréal), Number 500-10-700044-223, 2022 QCCA 1748, dated December 16, 2022, is dismissed with costs.

Provincial offences — *Securities Act* — Motion for extension of time to appeal conviction — Application to withdraw guilty pleas — Whether there is interlocutory appeal in Quebec penal law other than those referred to in art. 292 of *Code of Penal Procedure*, CQLR, c. C-25.1 — Meaning to be given to arts. 228, 266, 267, 271 and 272 of *Code of Penal Procedure* and rule 19 of *Rules of practice of the Québec Superior Court in Penal Matters*, CQLR, c. C-25.1, r. 5, when appellant wishes to add grounds relating to guilt where those initially raised relate solely to sentence (or vice-versa) — Whether contravening s. 2.4(3) of *Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions*, CQLR, c V-1.1, r. 21, has effect of revoking prospectus exemption provided for in s. 2.4 of said *Regulation* — *Code of Penal Procedure*, CQLR, c. C-25.1, arts. 266, 267, 271, 272, 291, 292 — *Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions*, CQLR, c. V-1.1, r. 21 — *Rules of practice of the Québec Superior Court in Penal Matters*, CQLR, c. C-25.1, r. 5, rule 19.

The applicants, Mr. Charest and Mr. Desroches, established 2919-8050 Québec inc. in 2010 to solicit investments in order to take control of Global Immune Technologies (GIMU), a public company at the development stage operating in the United States in the field of home distribution of food products. In August 2012, the applicants consulted a lawyer to find out their obligations in relation to the *Securities Act*, CQLR, c. V-1.1 (SA). The lawyer allegedly told them verbally that they could look for investors through a private investment club without completing any other formalities. The applicants subsequently solicited potential investors. In March 2013, they created a second company, 9279-7445 Québec inc. This time, they solicited new investors along with their lawyer. The purpose of that undertaking was allegedly to create a group of investors, still with a view to taking control of GIMU. In all, 24 investors were recruited through shareholdings in the two companies created by the applicants. The total investment amount was \$431,200. In December 2013, the applicants informed all the shareholders that the project had failed and that their shares had no tangible value.

In January 2014, the Autorité des marchés financiers began investigating the applicants' conduct. In February 2016, it served statements of offence on the applicants. In September 2017, the Financial Markets Administrative Tribunal ordered the applicants to cease transactions in securities and to cease acting as advisers. In November 2017, the applicants admitted their guilt on 171 counts for offences under the SA. The Tribunal then required the parties to make submissions on sentencing on February 21, 2019, following numerous postponements resulting mainly from the applicants' actions. On August 13, 2019, the applicants were sentenced by the Court of Québec to fines and an 18-month term of imprisonment. On August 26, 2020, the applicants served and filed an amended notice of appeal, seeking to withdraw their guilty pleas. The Superior Court dismissed the motion for an extension of time to seek the withdrawal of the guilty pleas and dismissed the appeal from the sentence. The Court of Appeal dismissed the motion for leave to appeal.

May 20, 2021
Quebec Superior Court
(Décarie J.)
405-36-000272-190
405-36-000273-198
[unreported]

Motion for extension of time to appeal dismissed

November 17, 2022
Quebec Superior Court
(Décarie J.)
405-36-000272-190
405-36-000273-198
[unreported]

Appeal from sentence dismissed

February 14, 2023
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

40617 **Fernando Charest et Michel Desroches c. Autorité des marchés financiers**
(Qc) (Civile) (Autorisation)

La requête en prorogation du délai de signification et de dépôt de la réplique des demandeurs est accueillie. La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel du Québec (Montréal), numéro 500-10-700044-223, 2022 QCCA 1748, daté du 16 décembre 2022, est rejetée avec dépens.

Infractions provinciales — *Loi sur les valeurs mobilières* — Requête en prorogation de délai pour appel de la condamnation — Demande de retrait des plaidoyers de culpabilité — Existe-t-il un appel interlocutoire en droit pénal québécois autre que ceux cités par l'article 292 du *Code de procédure pénale*, RLRQ c. C-25.1? — Quel est le sens à donner aux articles 228, 266, 267, 271, 272 du *Code de procédure pénale* et 19 des *Règles de pratique de la Cour supérieure en matière pénale*, RLRQ c. C-25.1, r. 5 lorsqu'un appelant désire ajouter des motifs ayant trait à sa culpabilité lorsque ceux initialement soulevés n'ont trait qu'à la sentence (ou inversement)? — Est-ce que contrevenir à l'ali. 3 de l'art. 2.4 du *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription*, RLRQ c V-1.1, r. 21 a pour effet d'annuler la dispense de prospectus prévue à l'art. 2.4 dudit *Règlement*? — *Code de procédure pénale*, RLRQ c. C-25.1, art. 266, 267, 271, 272, 291, 292 — *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription*, RLRQ c. V-1.1, r. 21 — *Règles de pratique de la Cour supérieure en matière pénale*, RLRQ c. C-25.1, r. 5, art. 19.

Les demandeurs, M. Charest et M. Desroches ont créé en 2010 la compagnie 2919-8050 Québec inc. dans le but de solliciter des investissements afin de prendre le contrôle d'une compagnie publique au stade de développement exerçant leurs activités aux États-Unis dans le domaine de la distribution à domicile de produits alimentaires, Global Immune Technologies (GIMU). En août 2012, ils ont consulté un avocat afin d'être informés de leurs obligations relatives à la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ c. V-1.1 (*LVM*). Ce dernier les aurait informés oralement qu'ils pouvaient partir à la recherche d'épargnants par le biais d'un club d'investissements privés sans autres formalités. Les demandeurs ont par la suite sollicité des investisseurs potentiels. En mars 2013, les demandeurs ont créé une deuxième compagnie, 9279-7445 Québec inc. Cette fois, ils ont sollicité de nouveaux investisseurs en compagnie de leur avocat. Le but de cette entreprise aurait été de créer un groupe d'investisseurs toujours pour prendre le contrôle de GIMU. Au total, 24 investisseurs ont été recrutés sous forme d'actionariat dans les deux compagnies créées par les demandeurs pour un montant total d'investissement de 431 200\$. En décembre 2013, les demandeurs informent l'ensemble des actionnaires de l'échec du projet et de l'absence de valeur tangible pour leurs actions.

En janvier 2014, l'Autorité des marchés financiers amorce une enquête quant aux agissements des demandeurs. En février 2016, l'Autorité des marchés financiers a notifié à ces derniers des constats d'infraction. En septembre 2017, le tribunal administratif des marchés financiers a prononcé à l'encontre des demandeurs une ordonnance d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'exercice de l'activité de conseiller. En novembre 2017, les demandeurs ont reconnu leur culpabilité quant aux 171 chefs d'infraction commis à l'endroit de la *LVM*. Le tribunal a imposé alors aux parties de procéder sur les observations sur la peine au 21 février 2019, et ce, après de nombreuses remises résultant essentiellement des actes des demandeurs. Le 13 août 2019, les demandeurs sont condamnés en Cour du Québec à payer des amendes et à une peine d'emprisonnement de 18 mois. Le 26 août 2020, les demandeurs ont signifié et déposé un avis d'appel amendé afin de demander le retrait de leurs plaidoyers de culpabilité. La Cour supérieure a rejeté la requête en prorogation du délai demandé afin de requérir le retrait des plaidoyers de culpabilité et a rejeté l'appel de la sentence. La Cour d'appel a rejeté la requête pour permission d'en appeler.

Le 20 mai 2021
Cour supérieure du Québec
(La juge Décarie)
405-36-000272-190
405-36-000273-198
[motifs non publiés]

Requête en prorogation du délai d'appel rejeté.

Le 17 novembre 2022
Cour supérieure du Québec
(La juge Décarie)
405-36-000272-190
405-36-000273-198
[motifs non publiés]

Appel de la sentence rejetée.

Le 14 février 2023
Cour suprême du Canada

Demande d'autorisation d'appel déposée

40679 **Michel Primeau v. Ricci Teasdale, Huissiers de justice inc.**
(Que.) (Civil) (By Leave)

The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal of Quebec (Montréal), Number 500-09-030276-224, 2023 QCCA 112, dated January 27, 2023, is dismissed.

Civil procedure — Courts — Powers — Sanctions for abuse of procedure – Remedies — Whether the judgment *a quo* manifestly erred in the causation analysis — Whether the judgment *a quo* manifestly erred in determining that no serious allegation is made that the respondent carried out an illicit and intentional violation of a *Charter*-protected right, nor any other fault that could give rise to punitive damages — Whether the judgment *a quo* manifestly erred in determining that there is a lack of causality with the prejudice asserted and also that the damages claimed in respect of the respondent constitute an abuse.

The applicant, Michel Primeau, commenced an action in the Court of Quebec seeking damages against the respondent bailiffs, *Ricci, Teasdale, Huissiers de Justice Inc.* The action was brought after a vehicle that the applicant was given use and possession of by the intervener debtor, Mr. Hooper, as collateral for a loan the debtor owed the applicant, and which was registered by a lien, was seized by the respondent and returned it to the debtor. The respondent applied to dismiss the applicant's action as abusive in that it was manifestly unfounded pursuant to art. 51 of the *Code of Civil Procedure*, CQLR, c. 25.01 (“*C.C.P.*”). The Court of Quebec granted the respondent's application and dismissed the applicant's originating application against it. One judge at the Court of Appeal of Quebec dismissed the applicant's application for leave to appeal that decision.

September 30, 2022
Court of Quebec
(Cameron J.C.Q.)
[2022 QCCQ 6445](#)

Respondent's application to dismiss action pursuant to art. 51 *C.C.P.* granted;

Applicant's originating application dismissed.

January 27, 2023
Court of Appeal of Quebec (Montréal)
(Bachand J.A.)
[2023 QCCA 112](#)

Application for leave to appeal dismissed

March 28, 2023
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

40679 Michel Primeau c. Ricci Teasdale, Huissiers de justice inc.
(Qc) (Civile) (Autorisation)

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel du Québec (Montréal), numéro 500-09-030276-224, 2023 QCCA 112, daté du 27 janvier 2023, est rejetée.

Procédure civile — Tribunaux — Pouvoirs — Sanctions pour abus de procédure — Réparation — Le jugement entrepris est-il manifestement erroné en ce qui concerne l'analyse du lien de causalité? — Le jugement entrepris est-il manifestement erroné en concluant qu'il n'est pas allégué sérieusement que l'intimé a procédé à une violation illicite et intentionnelle d'un droit protégé par la *Charte*, ni aucune autre faute pouvant donner lieu à des dommages-intérêts punitifs? — Le jugement entrepris est-il manifestement erroné en concluant qu'il n'y a pas de lien de causalité avec le préjudice invoqué et que les dommages-intérêts réclamés à l'égard de l'intimée sont abusifs?

Le demandeur, Michel Primeau, a intenté une action en dommages-intérêts devant la Cour du Québec contre les huissiers de justice intimés, *Ricci, Teasdale, Huissiers de Justice Inc.* L'action a été intentée après qu'un véhicule dont le débiteur intervenant, M. Hooper, avait donné l'usage et la possession au demandeur en garantie d'un prêt que le débiteur devait au demandeur, et qui était grevé d'une sûreté, a été saisi par l'intimé qui l'a retourné au débiteur. L'intimé a demandé le rejet de l'action du demandeur comme étant abusive en ce qu'elle était manifestement mal fondée au sens de l'art. 51 du *Code de procédure civile*, RLRQ, c. 25.01 (« *C.p.c.* »). La Cour du Québec a fait droit à la demande de l'intimé et a rejeté la demande introductive instance du demandeur à son encontre. Un juge de la Cour d'appel du Québec a rejeté la demande pour permission d'appeler de cette décision.

30 septembre 2022
 Cour du Québec
 (Juge Cameron)
[2022 QCCQ 6445](#)

Jugement accueillant la demande de l'intimé en rejet de l'action en vertu de l'art. 51 *C.p.c.*;

Rejet de la demande introductive d'instance du demandeur.

27 janvier 2023
 Cour d'appel du Québec (Montréal)
 (Juge Bachand)
[2023 QCCA 112](#)

Rejet de la requête en permission d'appeler.

28 mars 2023
 Cour suprême du Canada

Dépôt de la demande d'autorisation d'appel.

40354 Licensing IP International S.À.R.L., 9279-2738 Quebec Inc., 9219-1568 Quebec Inc., Société de Gestion FDCO Inc., Feras Antoon and David Tassillo v. Sweet Productions Inc. and Enchanted Rise Group Limited
 (Fed.) (Civil) (By Leave)

The application for leave to appeal from the judgment of the Federal Court of Appeal, Number A-100-21, 2022 FCA 111, dated June 10, 2022, is granted.

The appellants apply for an order, pursuant to s. 70 of the *Supreme Court Act*, reversing the judgment of the Federal Court of Appeal dated June 10, 2022, and restoring the judgment of the Federal Court, Number T-1440-19, 2021 FC 216, dated March 10, 2021.

The appellants bring the motion under s. 70 of the *Supreme Court Act* on the basis that the parties have settled their dispute and have made a reversal on consent order a condition of their settlement.

Upon reading the materials filed by the parties, and noting the consent of the respondents to a reversal of the judgment pursuant to s. 70 of the *Supreme Court Act*;

IT IS HEREBY ORDERED THAT:

The motion to reverse the judgment of the Federal Court of Appeal is granted. The judgment of the Federal Court of Appeal bearing court file number A-100-21, 2022 FCA 111, and dated June 10, 2022, is set aside, and the judgment of the Federal Court, bearing court file number T-1440-19, 2021 FC 216, dated March 10, 2021, is restored.

Civil procedure — Delay — Motion to dismiss action for undue delay — Standard of review of order of Prothonotary — What is the proper approach to dismissal for delay in civil cases? — What standard of review applies when an appellate court reviews a trial judge's review of a Prothonotary, Master or similar judicial officer, including factual findings made for the first time by the trial reviewing court?

The underlying dispute is a copyright infringement action before the Federal Court. The applicants were defendants before the Federal Court and brought a motion to dismiss the respondents' action for undue delay. The motion was denied by a Prothonotary of the Federal Court, granted by a judge of the Federal Court on appeal, and denied again upon further appeal to the Federal Court of Appeal.

October 16, 2020
Federal Court
(Prothonotary Steele)
T-1440-19 (unreported)

Motion to strike for undue delay granted in part; order that action continue as a specially managed proceeding.

March 10, 2021
Federal Court
(Zinn J.)
T-1440-19; [2021 FC 216](#)

Appeal of order of Prothonotary allowed; action dismissed.

June 10, 2022
Federal Court of Appeal
(Gauthier, De Montigny and Rivoalen JJ.A.)
A-100-21; [2022 FCA 111](#)

Appeal allowed in part; order of Prothonotary that proceeding continue as a specially managed proceeding reinstated.

September 9, 2022
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

40354 Licensing IP International S.À.R.L., 9279-2738 Quebec inc., 9219-1568 Quebec Inc., Société de Gestion FDCO Inc., Feras Antoon et David Tassillo c. Sweet Productions Inc. et Enchanted Rise Group Limited
(Féd.) (Civile) (Autorisation)

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel fédérale, numéro A-100-21, 2022 CAF 111, daté du 10 juin 2022, est accueillie.

Les appelants sollicitent, conformément à l'art. 70 de la *Loi sur la Cour suprême*, une ordonnance cassant l'arrêt de la Cour d'appel fédérale datée du 10 juin 2022, et rétablissant une décision de la Cour fédérale, numéro T-1440-19, 2021 CF 216, datée du 10 mars 2021.

Les appelants présentent la requête en vertu de l'art. 70 de la *Loi sur la Cour suprême* au motif que les parties ont réglé leur litige et ont fait d'une ordonnance de cassation sur consentement une condition de leur règlement.

Après examen des documents déposés par les parties, et prenant acte du consentement des intimées à la cassation du jugement conformément à l'art. 70 de la *Loi sur la Cour suprême*;

IL EST PAR LES PRÉSENTES ORDONNÉ CE QUI SUIT :

La requête en cassation de l'arrêt de la Cour d'appel fédérale est accueillie. L'arrêt de la Cour d'appel fédérale portant le numéro de dossier A-100-21, 2022 CAF 111, et daté du 10 juin 2022, est annulé, et la décision de la Cour fédérale portant le numéro T-1440-19, 2021 CF 216, datée du 10 mars 2021, est rétablie.

Procédure civile — Retard — Requête en rejet de l'action pour retard injustifié — Norme de contrôle de l'ordonnance de la protonotaire — Quelle est la bonne façon d'aborder le rejet d'une action pour cause de retard en matière civile? — Quelle norme s'applique au contrôle, par une juridiction d'appel, d'une décision par laquelle un juge de première instance a examiné une ordonnance rendue par un protonotaire, un conseiller-maître ou un fonctionnaire judiciaire semblable, ainsi qu'aux conclusions de fait tirées pour la première fois par le juge de première instance?

Le litige sous-jacent est une action en violation du droit d'auteur introduite devant la Cour fédérale. Les requérants, qui étaient les défendeurs devant la Cour fédérale, ont présenté une requête en rejet de l'action des intimées pour retard injustifié. La requête a été rejetée par une protonotaire de la Cour fédérale, a été accueillie par un juge de la Cour fédérale en appel et a été rejetée de nouveau à la suite d'un appel subséquent interjeté à la Cour d'appel fédérale.

16 octobre 2020
Cour fédérale
(protonotaire Steele)
T-1440-19 (non publiée)

Requête en rejet de l'action pour retard injustifié accueillie en partie; ordonnance selon laquelle l'action sous-jacente doit se poursuivre à titre d'instance à gestion spéciale.

10 mars 2021
Cour fédérale
(juge Zinn)
T-1440-19; [2021 CF 216](#)

Appel de l'ordonnance de la protonotaire accueilli; action rejetée.

10 juin 2022
Cour d'appel fédérale
(juges Gauthier, De Montigny et Rivoalen)
A-100-21; [2022 CAF 111](#)

Appel accueilli en partie; ordonnance de la protonotaire selon laquelle l'action sous-jacente doit se poursuivre à titre d'instance à gestion spéciale rétablie.

9 septembre 2022
Cour suprême du Canada

Demande d'autorisation d'appel déposée.

40687 **Suyi Cao v. Monkhouse Law Professional Corporation**
(Ont.) (Civil) (By Leave)

The motion for an extension of time to serve and file the application for leave to appeal is granted. The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal for Ontario, Number M53416, dated December 19, 2022, is dismissed with costs.

Law of professions — Barristers and solicitors — Contracts — Termination — Contingency fee agreements — Applicant retaining services of respondent law firm under a contingency fee agreement — Applicant seeking assessment of fees charged by respondent following breakdown of the solicitor—client relationship — Whether counsel can unilaterally terminate a contingency fee agreement and charge former client at hourly rate, payable before the legal matter has been resolved — What remedy is available where lower courts have assessed a disputed account without considering allegations of counsel's bad faith, breach of contract and fiduciary duty, and lack of integrity and credibility? — *Solicitors Act*, R.S.O. 1990, c. S.15.

Applicant Suyi Cao retained respondent Monkhouse Law Professional Corporation (hereafter, "Monkhouse") to represent her in a wrongful dismissal and human rights claim against her former employer. Following a breakdown of the solicitor—client relationship, Monkhouse rendered an account of approximately \$93,000, pursuant to the retainer agreement that Ms. Cao had signed.

An assessment officer would have reduced the account to approximately \$60,000. However, a motion judge, finding that the assessment officer did not have jurisdiction, fixed the account at \$45,000 inclusive of disbursements and HST.

The Divisional Court dismissed Ms. Cao's appeal. The Court of Appeal dismissed Ms. Cao's application for leave to appeal from the Divisional Court's judgment.

<p>February 20, 2020 Ontario Superior Court of Justice (Dawe J.) 2020 ONSC 1088 (Not available online)</p>	<p>Motion concerning fee assessment: motion judge issuing an order fixing the value of the solicitor's account</p>
<p>December 2, 2021 Divisional Court — Ontario Superior Court of Justice (Lococo, Emery and Kristjanson JJ.) 2021 ONSC 7894</p>	<p>Appeal dismissed</p>
<p>December 19, 2022 Court of Appeal for Ontario (Pepall, van Rensburg and Benotto JJ.A.) M53416</p>	<p>Application for leave to appeal dismissed</p>
<p>February 28, 2023 Supreme Court of Canada</p>	<p>Application for leave to appeal filed</p>

40687 Suyi Cao c. Monkhouse Law Professional Corporation
(Ont.) (Civile) (Autorisation)

La requête en prorogation du délai de signification et de dépôt de la demande d'autorisation d'appel est accueillie. La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel de l'Ontario, numéro M53416, daté du 19 décembre 2022, est rejetée avec dépens.

Droit des professions — Avocats et procureurs — Contacts — Résiliation — Entente sur des honoraires conditionnels — La requérante a retenu les services du cabinet d'avocats intimé aux termes d'une entente sur des honoraires conditionnels — La requérante a demandé la liquidation du mémoire des honoraires facturés par l'intimé à la suite de la rupture de la relation avocat-client — Un avocat peut-il unilatéralement résilier une entente sur des honoraires conditionnels et facturer à son ancien client un taux horaire en exigeant d'être payé avant que le litige ne soit tranché? — Quels sont les recours du client lorsque des juridictions inférieures ont liquidé un compte contesté sans tenir compte des allégations de mauvaise foi, de rupture du contrat, de manquement à l'obligation fiduciaire, et de manque d'intégrité et de crédibilité reprochées à l'avocat? — *Loi sur les procureurs*, L.R.O. 1990, ch. S.15.

La requérante Suyi Cao a retenu les services du cabinet d'avocats intimé Monkhouse Law Professional Corporation (Monkhouse) pour la représenter dans une poursuite contre son ancien employeur pour congédiement injustifié et pour atteinte aux droits de la personne. À la suite de la rupture de la relation avocat-client, Monkhouse lui a produit un compte d'environ 93 000 \$, conformément au mandat que M^{me} Cao avait signé.

Le liquidateur aurait ramené ce montant à environ 60 000 \$. Un juge saisi d'une motion a toutefois conclu que le liquidateur n'avait pas compétence et a fixé le compte à 45 000 \$, y compris les débours et la TVH.

La Cour divisionnaire a rejeté l'appel de M^{me} Cao. La Cour d'appel a rejeté la demande d'autorisation d'appel de M^{me} Cao du jugement de la Cour divisionnaire.

<p>20 février 2020 Cour supérieure de justice de l'Ontario (juge Dawe) 2020 ONSC 1088 (non disponible en ligne)</p>	<p>Motion concernant la liquidation du compte d'honoraires; ordonnance du juge saisi de la motion fixant la valeur du compte de l'avocat</p>
---	--

2 décembre 2021
 Cour divisionnaire — Cour supérieure de justice de
 l'Ontario
 (les juges Lococo, Emery et Kristjanson)
[2021 ONSC 7894](#)

Appel rejeté

19 décembre 2022
 Cour d'appel de l'Ontario
 (juges Pepall, van Rensburg et Benotto)
 M53416

Demande d'autorisation d'appel rejetée

28 février 2023
 Cour suprême du Canada

Demande d'autorisation d'appel déposée

40605 **North River Insurance Company v. Vale Canada Limited (formerly known as Inco Limited and as International Nickel Company Limited), Vale Japan Limited, PT Vale Indonesia TBK and Vale Europe Limited**
- and between -
North River Insurance Company v. Royal & Sun Alliance Insurance Company of Canada
 (Ont.) (Civil) (By Leave)

The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal for Ontario, Numbers C70291, C70292, C70294 and C70297, 2022 ONCA 862, dated December 9, 2022, is dismissed with costs.

Jamal J. took no part in the judgment.

Private international law — Jurisdiction simpliciter — Forum non conveniens — International insurance coverage dispute — Claims for indemnity against liability insurers for environmental expenses related to mining sites — Meaning of “carrying on business” — What is the applicable test for carrying on business under *Club Resorts Ltd. v. Van Breda*, 2012 SCC 17, [2012] 1 S.C.R. 572, and should the minimum contacts analysis be reintroduced into this test? — Does the judgment of the Court of Appeal run counter to the principle of order and predictability embraced by Canadian private international law on jurisdiction? — Does the approach of the Court of Appeal regarding jurisdiction simpliciter exceed recognized constitutional limits, implicitly opening up the risk of “universal jurisdiction”?

The application for leave to appeal arises from a jurisdiction dispute in the context of insurance coverage actions commenced in Ontario regarding indemnity for expenses incurred by a mining company — the Vale respondents — to defend six Ontario legal proceedings and remediate sites located in Ontario and elsewhere around the globe on environmental grounds. The applicant, North River Insurance Company (“North River”), is an American insurance company who issued excess insurance policies to Vale’s predecessor. North River moved to dismiss the Ontario actions for lack of jurisdiction. The motion judge found that the North River policies were issued, delivered, and received in New York, and accordingly not made in Ontario. He found that North River had no connections with Ontario at the time the policies were sold, and therefore was not carrying on business in Ontario. The Court of Appeal reversed the motion as regards North River. It concluded that North River was carrying on business in Ontario for the purpose of the jurisdiction analysis, noting that the lack of licensing, registration, any physical presence in Ontario, or lack of the policies being made in Ontario, was not determinative of the carrying on business test.

January 4, 2022
 Ontario Superior Court of Justice
 (Myers J.)
 Nos. CV-21-666020, CV-21-664805 and CV-21-665931
[2022 ONSC 12](#)

Jurisdiction over claims made against North River Insurance Company denied

December 9, 2022
 Court of Appeal for Ontario
 (Feldman, Lauwers and Zarnett JJ.A.)
 Nos. C70281, C70287, C70288, C70289, C70290,
 C70291, C70292, C70293, C70294, C70295, C70297,
 C70298, C70300 and C70302
[2022 ONCA 862](#)

Appeals regarding North River Insurance Company allowed; Jurisdiction over claims made against North River Insurance Company declared

February 6, 2023
 Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

40605 North River Insurance Company c. Vale Canada Limited (anciennement connue sous les noms de Inco Limited et de International Nickel Company Limited), Vale Japan Limited, PT Vale Indonesia TBK et Vale Europe Limited
 – et entre –
North River Insurance Company c. Royal & Sun Alliance du Canada, société d'assurances
 (Ontario) (Civile) (Autorisation)

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel de l'Ontario, numéros C70291, C70292, C70294 et C70297, 2022 ONCA 862, daté du 9 décembre 2022, est rejetée avec dépens.

Le juge Jamal n'a pas participé au jugement.

Droit international privé — Simple reconnaissance de compétence — *Forum non conveniens* — — Litige relatif à une couverture d'assurance internationale — Demandes d'indemnisation contre une compagnie d'assurance de responsabilité civile pour des dépenses environnementales liées à des sites miniers — Sens de l'expression « exploitation d'une entreprise » — Quel est le critère applicable à l'exploitation d'une entreprise selon l'arrêt *Club Resorts Ltd. c. Van Breda*, 2012 CSC 17, [2012] 1 R.C.S. 572, et devrait-on réintroduire l'analyse des liens minimaux dans ce critère? — Le jugement de la Cour d'appel va-t-il à l'encontre du principe de l'ordre et de la prévisibilité adopté par le droit international privé canadien en matière de compétence? — L'approche de la Cour d'appel en ce qui concerne la simple reconnaissance de compétence déborde-t-elle le cadre des limites constitutionnelles reconnues, créant implicitement un risque de « compétence universelle »?

La demande d'autorisation d'appel découle d'un différend de compétence dans le contexte d'actions relatives à la couverture de polices d'assurance intentées en Ontario concernant l'indemnisation des dépenses engagées par une société minière — les défendeurs Vale — pour contester six instances judiciaires introduites en Ontario et pour assainir des sites situés en Ontario et ailleurs dans le monde pour des motifs environnementaux. La demanderesse, North River Insurance Company (North River), est une compagnie d'assurance américaine qui a délivré des polices d'assurance complémentaire au prédécesseur de Vale. North River a présenté une motion en vue de faire rejeter les actions intentées en Ontario pour défaut de compétence. Le juge saisi de la motion a conclu que les polices d'assurance de North River avaient été souscrites, livrées et reçues dans l'État de New York, et qu'elles n'avaient donc pas été faites en Ontario. Il a conclu que North River n'avait aucun lien avec l'Ontario au moment où les polices avaient été vendues, et qu'elle n'exploitait donc pas d'entreprise en Ontario. La Cour d'appel a infirmé la décision rendue sur la motion relativement à North River. Elle a conclu que North River exploitait une entreprise en Ontario aux fins de l'analyse de la compétence, notant que l'absence de permis, d'immatriculation, de présence physique en Ontario ou de polices souscrites en Ontario n'était pas déterminante en ce qui concernait le critère de l'exploitation d'une entreprise.

4 janvier 2022
 Cour supérieure de justice de l'Ontario
 (juge Myers)
 Dossiers n^{os} CV-21-666020, CV-21-664805 et CV-21-665931
[2022 ONSC 12](#)

La Cour se déclare incompétente pour juger les réclamations formulées contre North River Insurance Company

9 décembre 2022
 Cour d'appel de l'Ontario
 (Feldman, Lauwers and Zarnett JJ.A.)
 Nos. C70281, C70287, C70288, C70289, C70290, C70291, C70292, C70293, C70294, C70295, C70297, C70298, C70300 and C70302
[2022 ONCA 862](#)

Appels accueillis en ce qui concerne la North River Insurance Company; La Cour se déclare compétente pour juger les réclamations formulées contre North River Insurance Company

6 février 2023
 Cour suprême du Canada

Demande d'autorisation d'appel déposée

40727 **Yasin Abdulle v. His Majesty the King**
 (Ont.) (Criminal) (By Leave)

The motion for an extension of time to serve and file the application for leave to appeal is granted. The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal for Ontario, Number C64153, 2023 ONCA 32, dated January 19, 2023, is dismissed.

Criminal law — Evidence — Admissibility — Whether the Court of Appeal erred in holding that the trial judge properly admitted instances of past gang violence, in which the applicant was not involved, to impute a gang motive to the applicant — Whether the Court of Appeal's decision undermines the rigorous approach to bad character evidence set out by this Court's decision in *R. v. Handy*, 2002 SCC 56?

The applicant and his co-accused both fired shots at Mr. Ahmed and his companions. One of them fired a shot that struck Mr. Ahmed in the neck and he died. The Crown characterized the shooting as a planned and deliberate murder that capped a cycle of escalating violence between the Tandridge Cripz gang and a rival gang. The applicant submitted that it was self-defence. The Crown brought a pre-trial application seeking the admission of evidence of past gang violence and to qualify two police officers to provide expert opinion evidence. The evidence of the prior incidents of violence was a form of prior discreditable conduct and its admission was governed by the test set out in *R. v. Handy*, 2002 SCC 56, [2002] 2 S.C.R. 908. The trial judge applied the test set out in *Handy* and admitted six of the prior incidents of violence. After a trial by judge and jury, the applicant was convicted of second degree murder. The Court of Appeal dismissed the conviction appeal.

January 12, 2017
Ontario Superior Court of Justice
(Clark J.)

Conviction entered: second degree murder

January 19, 2023
Court of Appeal for Ontario
(Benotto, Miller, Coroza JJ.A.)
C64153; [2023 ONCA 23](#)

Appeal dismissed

May 8, 2023
Supreme Court of Canada

Motion for an extension of time to serve and file the application for leave to appeal and application for leave to appeal filed

40727 **Yasin Abdulle c. Sa Majesté le Roi**
(Ont.) (Criminelle) (Autorisation)

La requête en prorogation du délai de signification et de dépôt de la demande d'autorisation d'appel est accueillie. La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel de l'Ontario, numéro C64153, 2023 ONCA 32, daté du 19 janvier 2023, est rejetée.

Droit criminel — Preuve — Admissibilité — La Cour d'appel a-t-elle erré en décidant que le juge du procès avait adéquatement admis des cas de violence passée commise par des gangs, auxquels le demandeur n'avait pas participé, afin de lui imputer un motif lié aux gangs? — L'arrêt de la Cour d'appel mine-t-il l'approche rigoureuse eu égard à la preuve de la mauvaise moralité énoncée par la Cour dans l'arrêt *R. c. Handy*, 2002 CSC 56?

Le demandeur et son coaccusé ont tous les deux tiré des coups de feu vers M. Ahmed et ses compagnons. L'un d'eux a tiré le coup de feu qui a atteint M. Ahmed dans le cou, et ce dernier est décédé. La Couronne a caractérisé les coups de feu de meurtre planifié et délibéré qui a mis fin au cycle d'escalade de la violence entre le gang Tandridge Cripz et un gang rival. Le demandeur a fait valoir qu'il a agi en état de légitime défense. La Couronne a présenté une requête préalablement au procès, sollicitant l'admission de la preuve de violence passée commise par des gangs et la qualification de deux policiers afin qu'ils fournissent des preuves d'expert. La preuve d'un incident antérieur de violence était une forme antérieure de conduite déshonorante, et son admission était régie par le critère énoncé dans *R. c. Handy*, 2002 CSC 56, [2002] 2 R.C.S. 908. Le juge du procès a appliqué le critère énoncé dans *Handy*, et a admis six incidents antérieurs de violence. Après un procès mené devant un juge et un jury, le demandeur a été déclaré coupable de meurtre au second degré. La Cour d'appel a rejeté l'appel interjeté contre la déclaration de culpabilité.

12 janvier 2017
Cour supérieure de justice de l'Ontario
(juge Clark)

Déclaration de culpabilité inscrite : meurtre au second degré

19 janvier 2023
 Cour d'appel de l'Ontario
 (juges Benotto, Miller, Coroza)
 C64153; [2023 ONCA 23](#)

Appel rejeté

8 mai 2023
 Cour suprême du Canada

Requête en vue de la prorogation du délai pour signifier et déposer la demande d'autorisation d'appel et demande d'autorisation d'appel déposées

40729 Julie Daly v. Landlord and Tenant Board, His Majesty the King in Right of Ontario and Attorney General of Ontario
 (Ont.) (Civil) (By Leave)

The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal for Ontario, Number C70725, 2023 ONCA 152, dated March 2, 2023, is dismissed.

Administrative law — Boards and tribunals — Crown law – Crown liability — Vicarious liability — Whether Landlord and Tenant Board is an entity capable of being sued — Whether Crown vicariously liable for acts of Landlord and Tenant Board.

The applicant made a series of applications to Ontario's Landlord and Tenant Board (the "LTB") between 2011 and 2017. In 2019, she commenced an action against the LTB, alleging misconduct by the LTB members who handled her applications. She also alleged that the Crown was vicariously liable for these acts. The Crown and LTB moved to strike her claim.

The motion judge held that the action was certain to fail and struck the applicant's claim without leave to amend. He held that the LTB is not an entity capable of being sued, and that the LTB is sufficiently independent from the Crown as to foreclose vicarious liability. The Court of Appeal agreed with the motion judge and also noted that the Crown is statutorily immune from claims arising from the acts of quasi-judicial tribunals like the LTB.

April 19, 2022
 Ontario Superior Court of Justice
 (Chown J.)
[2022 ONSC 2434](#)

Respondent's motion to strike applicant's claim granted without leave to amend.

March 2, 2023
 Court of Appeal for Ontario
 (Pepall, Roberts, and Nordheimer JJ.A.)
[2023 ONCA 152](#)

Appeal dismissed.

May 1, 2023
 Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed.

40729 Julie Daly c. Commission de la location immobilière, Sa Majesté le Roi du Chef de l'Ontario et Procureur général de l'Ontario
 (Ont.) (Civile) (Autorisation)

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel de l'Ontario, numéro C70725, 2023 ONCA 152, daté du 2 mars 2023, est rejetée.

Droit administratif — Organismes et tribunaux administratifs — Droit de la Couronne — Responsabilité de l'État — Responsabilité du fait d'autrui — La Commission de la location immobilière est-elle une entité qui peut être poursuivie en justice? — La Couronne est-elle responsable du fait des actes de la Commission de la location immobilière?

La demanderesse a présenté de nombreuses demandes à la Commission de la location immobilière de l'Ontario (la « CLI »), entre 2011 et 2017. En 2019, elle a intenté une action contre la CLI, alléguant de l'inconduite de la part des membres de la CLI qui avaient traité ses demandes. Elle a aussi fait valoir que la Couronne était responsable du fait de ces actes. La Couronne et la CLI ont demandé la radiation de la demande.

Le juge des requêtes a décidé que l'action était certainement vouée à l'échec et a radié la demande présentée par la demanderesse, sans autorisation de la modifier. Il a décidé que la CLI n'était pas une entité qui pouvait être poursuivie en justice, et que la CLI est suffisamment indépendante de la Couronne, de sorte que la responsabilité du fait d'autrui est exclue. La Cour d'appel a souscrit à la décision du juge des requêtes, et a aussi fait observer que la Couronne bénéficie d'une immunité légale à l'égard des demandes découlant des actes des tribunaux quasi-judiciaires tels que la CLI.

19 avril 2022
Cour supérieure de justice de l'Ontario
(juge Chown)
[2022 ONSC 2434](#)

Requête de la défenderesse en vue de la radiation de la demande présentée par la demanderesse, accueillie, sans autorisation de la modifier.

2 mars 2023
Cour d'appel de l'Ontario
(juges Pepall, Roberts, et Nordheimer)
[2023 ONCA 152](#)

Appel rejeté.

1^{er} mai 2023
Cour suprême du Canada

Demande d'autorisation d'appel déposée.

40714 Chibuzo Umeadi v. His Majesty the King
(Ont.) (Criminal) (By Leave)

The motion for an extension of time to serve and file the application for leave to appeal is granted. The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal for Ontario, Number C68004, 2023 ONCA 7, dated January 5, 2023 is dismissed.

Criminal Law — Evidence — Disclosure — Late disclosure — Applicant charged with offences relating to drug importation — At trial, witness providing information that was known to police but which had not been disclosed to Crown or applicant — Crown obtaining additional disclosure of police notes and providing the notes to applicant — Trial judge dismissing applicant's mistrial application but granting other relief — What is the appropriate test to determine remedy for non-disclosure of material information discovered mid-trial?

The Canada Border Services Agency intercepted a package from Cameroon containing more than 500g of heroin, which was to be delivered to a post box at a Pak Mail location in Barrie, Ontario. Barrie police organized a controlled delivery of the package to investigate and apprehend the parties involved.

Applicant Chibuzo Umeadi was arrested after he attended the Pak Mail store and picked up the package. While he was in custody another package, also containing heroin, arrived at the same Pak Mail box. Police seized this second package as well. Mr. Umeadi was charged with four offences in relation to the packages.

At trial, the manager of the Pak Mail store testified that she had received phone calls and visits by men looking for the second package. The manager had informed the police about these men. At the end of her examination-in-chief, the parties discovered that the police notes concerning the manager's communication about these men had not been provided to Crown and defence counsel.

Mr. Umeadi applied for a mistrial, arguing that his right to full answer and defence had been prejudiced. The trial judge dismissed the application but granted other relief, including: an adjournment prior to the defence cross-examination; permitting the Crown to withdraw a charge relating to the second package; permitting the parties to amend an agreed statement of facts; and providing a limiting instruction to the jury. The trial continued, and Mr. Umeadi was ultimately convicted on all three remaining charges.

The Court of Appeal dismissed Mr. Umeadi's appeal.

August 3, 2018
Ontario Superior Court of Justice
(Mulligan J.)

Mistrial application dismissed

August 13, 2018
Ontario Superior Court of Justice
(Mulligan J., sitting with a jury)

Applicant convicted of importing heroin, possession of heroin for the purpose of trafficking, and possession of the proceeds of crime

June 23, 2022
Court of Appeal for Ontario
(Tulloch, Lauwers, and Corozza JJ.A.)
[2023 ONCA 7](#)

Appeal from convictions dismissed; leave to appeal sentence granted; appeal from sentence dismissed

May 3, 2023
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

40714 Chibuzo Umeadi c. Sa Majesté le Roi
(Ont.) (Criminelle) (Autorisation)

La requête en prorogation du délai de signification et de dépôt de la demande d'autorisation d'appel est accueillie. La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel de l'Ontario, numéro C68004, 2023 ONCA 7, daté du 5 janvier 2023, est rejetée.

Droit criminel — Preuve — Communication de la preuve — Communication tardive — Le demandeur a été accusé d'infractions relatives à l'importation de drogues — Au procès, un témoin a fourni des renseignements qui étaient connus de la police, mais qui n'avaient pas été communiqués à la Couronne ou au demandeur — La Couronne a obtenu la communication supplémentaire de notes de la police et a fourni les notes au demandeur — Le juge du procès a rejeté la demande d'annulation du procès du demandeur, mais a accordé d'autres formes de réparation — Quel est le critère approprié pour déterminer la réparation en cas de non-communication de renseignements importants découverts en cours de procès?

L'Agence des services frontaliers du Canada a intercepté un colis en provenance du Cameroun contenant plus de 500 g d'héroïne, qui devait être livré dans une boîte postale d'un établissement Pak Mail à Barrie (Ontario). La police de Barrie a organisé une livraison contrôlée du colis afin d'enquêter et d'appréhender les personnes impliquées.

Le demandeur, Chibuzo Umeadi, a été arrêté après s'être rendu au magasin Pak Mail et avoir récupéré le colis. Pendant qu'il était sous garde, un autre colis, contenant également de l'héroïne, est arrivé à la même boîte Pak Mail. La police a saisi ce deuxième colis aussi. Monsieur Umeadi a été accusé de quatre infractions en rapport avec les colis.

Lors du procès, la gérante du magasin Pak Mail a déclaré avoir reçu des appels téléphoniques et des visites d'hommes à la recherche du deuxième colis. La gérante avait informé la police à propos de ces hommes. À la fin de l'interrogatoire principal de cette dernière, les parties ont découvert que les notes de la police concernant la communication de la gérante à propos de ces hommes n'avaient pas été communiquées à l'avocat de la Couronne et à l'avocat de la défense.

Monsieur Umeadi a demandé l'annulation du procès, faisant valoir que son droit à une défense pleine et entière avait été violé. Le juge du procès a rejeté la demande, mais a accordé d'autres formes de réparation, notamment un ajournement avant le contre-interrogatoire de la défense, l'autorisation pour la Couronne de retirer une accusation relative au deuxième colis, l'autorisation pour les parties de modifier un exposé conjoint des faits et la fourniture d'une directive restrictive au jury. Le procès s'est poursuivi et M. Umeadi a finalement été déclaré coupable des trois chefs d'accusation restants.

La Cour d'appel a rejeté l'appel de M. Umeadi.

3 août 2018

Cour supérieure de justice de l'Ontario
(Juge Mulligan)

Rejet de la demande d'annulation du procès

13 août 2018

Cour supérieure de justice de l'Ontario
(Juge Mulligan, siégeant avec un jury)

Jugement déclarant le demandeur coupable d'importation d'héroïne, de possession d'héroïne en vue d'en faire le trafic et de possession de produits de la criminalité

23 juin 2022

Cour d'appel de l'Ontario
(Juges Tulloch, Lauwers et Coroza)
[2023 ACNL 7](#)

Arrêt rejetant l'appel des déclarations de culpabilité, accordant l'autorisation d'interjeter appel de la peine et rejetant l'appel de la peine

3 mai 2023

Cour suprême du Canada

Dépôt de la demande d'autorisation d'appel.

40686 Ellen Alston and Leslie Vecsey v. Municipal District of Foothills No. 31
(Alta.) (Civil) (By Leave)

The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal of Alberta (Calgary), Number 2101-0237AC, 2023 ABCA 46, dated February 7, 2023, is dismissed with costs.

Charter of Rights — Fundamental justice — Civil procedure — Case management — Dismissal for delay — Applicants suing municipality for alleged contamination of water supply on private property — Applicants' claims dismissed for delay — Whether Court of Appeal did not consider central issue of whether self-represented applicants had actual knowledge of rule against delay of civil action — Whether applicants were given sufficient time to question municipality on affidavit in application to dismiss action — Whether facts of case prove applicants did not delay action — Whether statements in Court of Appeal decision failed to match evidence presented by applicants — Whether municipality and its legal counsel committed fraud through misrepresentations of fact — Whether Court of Appeal decision negated evidence of misrepresentations — Whether municipality engaged in deliberate cover-up of contaminated water, breached environmental legislation and committed criminal negligence — Whether applicants were denied right to be tried by independent and impartial tribunal — *Alberta Rules of Court*, Alta. Reg. 124/2010, Rule 4.31.

The applicants sued the respondent municipality for approximately \$8M in damages, arising from the alleged contamination of groundwater on their property. The applicants' Statement of Claim and the respondent's Statement of Defence were both filed by the summer of 2010. In 2017, the municipality applied to have the action dismissed for reasons of delay, under the Alberta Rules of Court. The applicants opposed the motion. The Court of Queen's Bench refused to grant the municipality's application to have the claims against it dismissed for delay. The Court of Appeal unanimously allowed the municipality's appeal, and dismissed the applicants' claims against it, for reasons of delay.

June 3, 2021
 Court of Queen's Bench of Alberta
 (Hollins J.)
 Court file number: 1001-10269
 Neutral citation: [2021 ABQB 592](#)

Respondent's application to dismiss applicants' claims, for reasons of delay — dismissed (litigation plan ordered)

February 7, 2023
 Court of Appeal of Alberta (Calgary)
 (Rowbotham, Wakeling and Antonio J.J.A.)
 Court file number: 2101-0237AC
 Neutral citation: [2023 ABCA 46](#)

Respondent's appeal allowed; applicants' claims dismissed for delay

April 6, 2023
 Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

40686 **Ellen Alston et Leslie Vecsey c. Municipal District of Foothills No. 31**
 (Alb.) (Civile) (Autorisation)

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel de l'Alberta (Calgary), numéro 2101-0237AC, 2023 ABCA 46, daté du 7 février 2023, est rejetée avec dépens.

Charte des droits — Justice fondamentale — Procédure civile — Gestion de l'instance — Rejet pour cause de retard — Les demanderesse poursuivent la municipalité pour contamination présumée de l'approvisionnement en eau d'une propriété privée — Les demandes des demanderesse ont été rejetées pour cause de retard — La Cour d'appel n'a pas examiné la question centrale de savoir si les demanderesse non représentées avaient une connaissance réelle de la règle interdisant de retarder une action civile — Les demanderesse ont-elles eu suffisamment de temps pour interroger la municipalité sur l'affidavit dans la demande de rejet de l'action? — Les faits de l'affaire prouvent-ils que les demanderesse n'ont pas retardé l'action? — Les déclarations dans la décision de la Cour d'appel divergent-elles des éléments de preuve présentés par les demanderesse? — La municipalité et son conseiller juridique ont-ils commis une fraude en faisant de fausses déclarations sur les faits? — La décision de la Cour d'appel a-t-elle fait abstraction de la preuve des fausses déclarations? — La municipalité a-t-elle délibérément dissimulé l'existence de l'eau contaminée, violé la législation environnementale et commis de la négligence criminelle? — Les demanderesse ont-elles été privées de leur droit d'être jugées par un tribunal indépendant et impartial? — *Alberta Rules of Court*, Alta. Reg. 124/2010, règle 4.31.

Les demanderesse ont poursuivi la municipalité défenderesse pour un montant d'environ 8 millions de dollars en dommages-intérêts, en raison de la contamination qui serait survenue dans les eaux souterraines sur leur propriété. La déclaration des demanderesse et la défense de l'intimé ont toutes deux été déposées avant l'été 2010. En 2017, la municipalité a demandé le rejet de l'action pour cause de retard, en vertu des règles de procédure de l'Alberta. Les demanderesse se sont opposées à la requête. La Cour du Banc de la Reine a refusé d'accueillir la demande de la municipalité en vue de faire rejeter les plaintes déposées contre elle pour cause de retard. La Cour d'appel a accueilli à l'unanimité l'appel de la municipalité et a rejeté les demandes des demanderesse à son encontre, pour cause de retard.

3 juin 2021
Cour du Banc de la Reine de l'Alberta
(Juge Hollins)
Numéro de dossier de la Cour : 1001- 10269
Référence neutre : [2021 ACNL 592](#)

Rejet de la demande de l'intimé de rejeter les demandes des demanderesse pour cause de retard - (ordonnance pour que soit déposé un plan d'avancement de l'instance)

7 février 2023
Cour d'appel de l'Alberta (Calgary)
(Juges Rowbotham, Wakeling et Antonio)
Numéro de dossier de la Cour : 2101-0237AC
Référence neutre : [2023 ACNL 46](#)

Arrêt accueillant l'appel de l'intimé et rejetant les demandes des demanderesse pour cause de retard

6 avril 2023
Cour suprême du Canada

Dépôt de la demande d'autorisation d'appel.

40651 William George v. His Majesty the King
(B.C.) (Criminal) (By Leave)

The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal for British Columbia (Vancouver), Number CA48278, 2023 BCCA 115, dated March 15, 2023, is dismissed.

Criminal law — Sentencing — Indigenous offenders — How information in a *Gladue* report should influence an Indigenous offender's moral blameworthiness under the proportionality principle at sentencing — Whether the sentencing judge and the Court of Appeal erred in finding accused's moral blameworthiness was equal to that of non-Indigenous offenders convicted of same offence — Whether an obligation to consider a conditional sentence order or to give particular attention to circumstances of Indigenous offenders creates a positive duty to consider a conditional sentence in all cases where jail is a possible sentence — Whether the sentencing judge and the Court of Appeal erred in failing to consider a conditional sentence order?

Mr. George, a member of the Tsleil-Waututh Nation, and other protestors blockaded a facility owned by Trans Mountain Pipeline ULC. Mr. George played a leadership role. He knew that the protest contravened a court ordered injunction against obstructing, impeding and interfering with the operations of Trans Mountain Pipeline ULC at various locations. Mr. George was convicted of contempt of court and was sentenced to 28 days imprisonment. The Court of Appeal dismissed an appeal from the sentence.

October 15, 2021 Supreme Court of British Columbia (Fitzpatrick J.) 2021 BCSC 2658	Conviction for contempt of court
May 10, 2022 Supreme Court of British Columbia (Fitzpatrick J.) 2022 BCSC 791	Sentence to 28 days incarceration
March 15, 2023 Court of Appeal for British Columbia (Vancouver) (Newbury, Hunter, Voith JJ.A.) 2023 BCCA 115 ; CA48278	Appeal from sentence dismissed
May 15, 2023 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal filed

40651 William George c. Sa Majesté le Roi
(C.-B.) (Criminelle) (Autorisation)

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel de la Colombie-Britannique (Vancouver), numéro CA48278, 2023 BCCA 115, daté du 15 mars 2023, est rejetée.

Droit criminel — Détermination de la peine — Délinquants autochtones — Dans quelle mesure les renseignements contenus dans un rapport *Gladue* devraient-ils influencer la culpabilité morale d'un délinquant autochtone en vertu du principe de proportionnalité lors de la détermination de la peine — La juge chargée de la détermination de la peine et la Cour d'appel ont-elles commis une erreur en concluant que la culpabilité morale de l'accusé correspondait à celle d'un délinquant non autochtone reconnu coupable de la même infraction? — L'obligation d'envisager une ordonnance de sursis ou d'accorder une attention particulière à la situation des délinquants autochtones crée-t-elle une obligation positive d'envisager une peine d'emprisonnement avec sursis dans tous les cas où l'emprisonnement est une peine possible? — La juge chargée de la détermination de la peine et la Cour d'appel ont-elles commis une erreur en ne tenant pas compte de la possibilité de rendre une ordonnance de sursis?

M. George, membre de la nation Tsleil-Waututh, et d'autres manifestants ont érigé des barricades devant une installation appartenant à Trans Mountain Pipeline ULC. M. George a joué un rôle de premier plan. Il savait que cette manifestation contrevenait à une injonction du tribunal interdisant d'entraver, de gêner ou de perturber les activités de Trans Mountain Pipeline ULC à divers endroits. M. George a été reconnu coupable d'outrage au tribunal et a été condamné à 28 jours d'emprisonnement. La Cour d'appel a rejeté l'appel de la peine.

15 octobre 2021 Cour suprême de la Colombie-Britannique (juge Fitzpatrick) 2021 BCSC 2658	Condamnation pour outrage au tribunal
10 mai 2022 Cour suprême de la Colombie-Britannique (juge Fitzpatrick) 2022 BCSC 791	Peine d'emprisonnement de 28 jours
15 mars 2023 Cour d'appel de la Colombie-Britannique (Vancouver) (juges Newbury, Hunter et Voith) 2023 BCCA 115 ; CA48278	Appel de la peine rejeté
15 mai 2023 Cour suprême du Canada	Demande d'autorisation d'appel déposée

40664 **JL by his litigation guardian PL v. Empower Simcoe**
- *and* -
Human Rights Tribunal of Ontario (HRTO)
(Ont.) (Civil) (By Leave)

The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal for Ontario, Number COA-22-OM-0050, dated January 27, 2023, is dismissed with costs to the respondent, Empower Simcoe.

Administrative law — Judicial review — Standard of review — Human rights — Right to equality — Whether Divisional Court applied correct standard of review — Whether Divisional Court applied correct test for *prima facie* discrimination — Duty to accommodate — Whether Divisional Court applied correct test for duty to accommodate to point of undue hardship.

The applicant is a child with a genetic condition that renders him unable to communicate verbally. He relies on gestures, vocalizations, and touch to communicate with others, including his parents. The respondent, Empower Simcoe (“Empower”), a not-for-profit funded by the Ontario Ministry of Children, Community, and Social Services (“MCCSS”), operates the group home where the applicant lives.

During the COVID-19 pandemic, against the backdrop of frequently-updated guidelines and recommendations from Ontario’s Ministry of Health and MCCSS, Empower restricted visitation for residents of its group homes in a manner that effectively prohibited physical contact between the applicant and his family for approximately six months despite persistent advocacy and requests from the applicant’s parents during this time. The applicant’s parents declined visitation options that did not include physical contact.

The applicant, by his litigation guardian, complained to the Human Rights Tribunal of Ontario (“HRTO”) that the policy prohibiting physical contact with his family during this period amounted to adverse impact discrimination against him on the basis of a disability.

The HRTO upheld the applicant's complaint. The applicant's disability is a protected characteristic; he experienced an adverse effect from Empower's policy because he could not have physical contact with his parents, and, because the policy in question applied exclusively to residents of group homes, all of whom are disabled, the applicant's disability was a factor in the adverse treatment. While the policy in question was rationally connected to a public health purpose and adopted in good faith for that purpose, Empower applied non-binding guidelines from MCCSS rather than investigating the real risk posed by the applicant's requested accommodation. It therefore failed to accommodate the applicant to the point of undue hardship.

The Divisional Court found multiple key conclusions of the HRTO to be unreasonable. The impugned policy was not the reason the applicant did not see his family; his family declined alternatives. There was no link between the applicant's disability and the impact he experienced; the impugned policy was adopted in the unfortunate circumstances of a general medical catastrophe. The HRTO was bound by the Divisional Court's decision in *Sprague v. Her Majesty the Queen in right of Ontario*, 2020 ONSC 2335, on this point. It was also unreasonable to conclude that Empower failed in its duty to accommodate when it made reasonable efforts to do so in the circumstances. The HRTO's decision was set aside.

The Court of Appeal denied leave to appeal.

March 23, 2021
Human Rights Tribunal of Ontario
(Jennifer Scott, Vice-Chair)
[2021 HRTO 222](#)

Application allowed, applicant awarded \$10,000 in monetary compensation and respondent ordered to develop accommodation policy.

May 7, 2021
Human Rights Tribunal of Ontario
(Jennifer Scott, Vice Chair)
[2021 HRTO 348](#)

Request for reconsideration denied.

September 22, 2022
Ontario Superior Court of Justice (Divisional Court)
(Corbett, Stewart, and Kurke JJ.)
[2022 ONSC 5371](#)

Judicial review application allowed, tribunal decision set aside.

January 27, 2023
Court of Appeal for Ontario
(Fairburn, Simmons, and Zarnett JJ.A.)
Unreported

Application for leave to appeal dismissed.

March 27, 2023
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed.

40664 **JL, par son tuteur à l'instance PL c. Empower Simcoe**
 – et –
 Tribunal des Droits de la Personne de l'Ontario (TDPO)
 (Ontario) (Civile) (Autorisation)

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel de l'Ontario, numéro COA-22-OM-0050, daté du 27 janvier 2023, est rejetée avec dépens en faveur de l'intimée, Empower Simcoe.

Droit administratif — Contrôle judiciaire — Norme de contrôle — Droits de la personne — Droit à l'égalité — La Cour divisionnaire a-t-elle appliqué la bonne norme de contrôle? — La Cour divisionnaire a-t-elle appliqué le bon critère pour déterminer s'il y avait discrimination à première vue? — Obligation d'accommodement — La Cour divisionnaire a-t-elle appliqué le bon critère en ce qui concerne l'obligation d'accommoder tant qu'il n'en résulte pas une contrainte excessive?

Le requérant est un enfant atteint d'une maladie génétique qui le rend incapable de communiquer verbalement. Il communique avec les autres, y compris avec ses parents, par des gestes, des vocalisations et le toucher. L'intimée, Empower Simcoe (Empower), un organisme sans but lucratif financé par le ministère des Services à l'enfance, des Services communautaires et des Services sociaux de l'Ontario (« MSSLC »), exploite le foyer de groupe où vit le requérant.

Pendant la pandémie de COVID-19, en raison des directives et de recommandations fréquemment mises à jour par le ministère de la Santé de l'Ontario et le MCCSS, Empower a limité les visites des résidents de ses foyers de groupe de telle sorte que tout contact physique a été interdit entre le requérant et sa famille pendant environ six mois, en dépit des doléances et des demandes persistantes des parents du requérant au cours de cette période. Les parents du requérant ont refusé toute autre solution qui n'aurait pas permis de contacts physiques lors des visites.

Le requérant a, par l'intermédiaire de son tuteur à l'instance, porté plainte devant le Tribunal des droits de la personne de l'Ontario (le Tribunal) en faisant valoir que la politique interdisant les contacts physiques avec sa famille pendant cette période constituait une discrimination par suite d'un effet préjudiciable fondée sur un handicap.

Le Tribunal a fait droit à la plainte du requérant. Le handicap du requérant est une caractéristique protégée; la politique d'Empower lui a causé un effet préjudiciable parce qu'il ne pouvait pas avoir de contact physique avec ses parents. De plus, comme la politique en question s'appliquait exclusivement aux résidents des foyers de groupe, qui sont tous handicapés, le handicap du requérant avait été un des facteurs du traitement préjudiciable dont il avait fait l'objet. Même si la politique en question était rationnellement liée à un objectif de santé publique et adoptée de bonne foi à cette fin, Empower avait appliqué des directives non contraignantes du MCCSS au lieu de vérifier le risque réel que posait la mesure d'adaptation demandée par le requérant. Empower n'a donc pas rempli son obligation d'accommoder le requérant tant qu'il n'en résultait pas de contrainte excessive pour elle.

La Cour divisionnaire a estimé que plusieurs conclusions clés du Tribunal étaient déraisonnables. Ce n'était pas selon elle à cause de la politique contestée que le requérant n'avait pas pu voir sa famille, mais plutôt en raison du refus de sa famille d'envisager toute solution de rechange. Il n'y avait aucun lien entre le handicap du requérant et les répercussions qu'il avait subies. La politique contestée avait été adoptée dans les circonstances malheureuses d'une crise sanitaire généralisée. Le Tribunal était lié par la décision rendue par la Cour divisionnaire dans l'affaire *Sprague c. Her Majesty the Queen in right of Ontario*, 2020 ONSC 2335, sur ce point. Il était également déraisonnable de conclure qu'Empower n'avait pas rempli son obligation d'accommoder le requérant, puisqu'elle avait fait des efforts raisonnables pour l'accommoder dans les circonstances. La décision du Tribunal a été annulée.

La Cour d'appel a refusé d'accorder l'autorisation d'en appeler.

23 mars 2021
Tribunal des droits de la personne de l'Ontario
(Jennifer Scott, vice-présidente)
[2021 HRTO 222](#)

Requête accueillie. Intimée condamnée à verser au requérant une indemnité de 10 000 \$ et à élaborer une politique prévoyant des mesures d'adaptation.

7 mai 2021
Tribunal des droits de la personne de l'Ontario
(Jennifer Scott, vice-présidente)
[2021 HRTO 348](#)

Demande de réexamen refusée.

22 septembre 2022 Cour supérieure de justice de l'Ontario (la Cour divisionnaire) (juges Corbett, Stewart et Kurke) 2022 ONSC 5371	Demande de contrôle judiciaire accueillie; décision du Tribunal annulée.
27 janvier 2023 Cour d'appel de l'Ontario (juges Fairburn, Simmons et Zarnett) Décision non publiée	Demande d'autorisation d'appel rejetée.
27 mars 2023 Cour suprême du Canada	Demande d'autorisation d'appel déposée.

40721 Serena Khavita Narinesingh v. His Majesty the King
(Que.) (Criminal) (By Leave)

The motion for an extension of time to serve and file the application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal of Quebec (Montréal), Number 500-10-006487-175, 2021 QCCA 396, dated March 12, 2021, is dismissed.

Criminal law — Elements of offence — *Mens rea* — Knowledge — Recklessness — Whether recklessness as defined in criminal law can support inference of knowledge for offences of possessing and importing drugs.

In July 2015, the applicant, Serena Khavita Narinesingh, was arrested at Pierre Elliot Trudeau International Airport on her return from Africa when customs officers found 7.7 kg of heroin concealed in her luggage. The Crown preferred an indictment containing one count of importing and one count of possessing, for the purpose of trafficking, a drug included in Schedule I of the *Controlled Drugs and Substances Act*, S.C. 1996, c. 19, specifically heroin, as opposed to a “controlled substance”. The trial judge held that the Crown had to show beyond a reasonable doubt that the applicant had subjective knowledge of the presence of heroin. He instructed the jury that the applicant’s recklessness and wilful blindness could be relied on as a basis for such knowledge. The jury convicted the applicant of the charges. The Court of Appeal unanimously dismissed the appeal.

February 22, 2018 Quebec Superior Court (Payette J.) 2018 QCCS 762	Applicant sentenced to imprisonment for 11 years and 1 month on first count; applicant sentenced to imprisonment for 4 years and 1 month on second count, to be served concurrently with sentence imposed on first count; order made under s. 109(1)(c) <i>Cr. C.</i> ; order made under s. 487.051 <i>Cr. C.</i>
March 12, 2021 Quebec Court of Appeal (Montréal) (Doyon, Bich, Lévesque, Vauclair and Schragger JJ.A.) 2021 QCCA 396 ; 500-10-006487-175	Appeal dismissed
May 9, 2023 Supreme Court of Canada	Application for leave to appeal and motion to extend time to serve and file application for leave to appeal filed

40721 **Serena Khavita Narinesingh c. Sa Majesté le Roi**
(Qc) (Criminelle) (Autorisation)

La requête en prorogation du délai de signification et de dépôt de la demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel du Québec (Montréal), numéro 500-10-006487-175, 2021 QCCA 396, daté du 12 mars 2021, est rejetée.

Droit criminel — Éléments de l'infraction — *Mens rea* — Connaissance — Insouciance — L'insouciance telle que définie en droit criminel permet-elle d'inférer la connaissance pour des infractions de possession et d'importation de drogue?

En juillet 2015, la demanderesse, Serena Khavita Narinesingh, est arrêtée à l'aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau à son retour d'Afrique lorsque les agents des douanes découvrent 7,7 kg d'héroïne dissimulés dans ses valises. Le ministère public dépose un acte d'accusation comportant un chef d'importation et un chef de possession en vue de faire le trafic d'une drogue de l'annexe I de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*, L.C. 1996, c. 19, et spécifiquement de l'héroïne, par opposition à une « substance désignée ». Le juge du procès décide que le ministère public doit démontrer hors de tout doute raisonnable que la demanderesse avait la connaissance subjective de la présence d'héroïne, et donne des directives au jury l'autorisant à se fonder sur l'insouciance et l'aveuglement volontaire de la demanderesse comme fondement de cette connaissance. Le jury déclare la demanderesse coupable des chefs d'accusation. La Cour d'appel rejette l'appel à l'unanimité.

Le 22 février 2018
Cour supérieure du Québec
(Juge Payette)
[2018 QCCS 762](#)

Demanderesse condamnée à 11 ans et 1 mois d'emprisonnement sur le premier chef d'accusation; demanderesse condamnée à 4 ans et 1 mois d'emprisonnement sur le deuxième chef d'accusation, à purger concurremment à la peine imposée sur le premier chef d'accusation; ordonnance prononcée en vertu du par. 109(1)c) du *C. cr.*; ordonnance prononcée en vertu de l'art. 487.051 du *C. cr.*

Le 12 mars 2021
Cour d'appel du Québec (Montréal)
(Juges Doyon, Bich, Lévesque, Vauclair et Schragger)
[2021 QCCA 396](#); 500-10-006487-175

Appel rejeté

Le 9 mai 2023
Cour suprême du Canada

Demande d'autorisation d'appel et requête en prorogation du délai pour signifier et déposer la demande d'autorisation d'appel déposées

40713 **Feng Wang v. Min Li**
(Ont.) (Civil) (By Leave)

The motion for an extension of time to serve and file the applicant's reply is granted. The motion for a stay of costs is dismissed. The motion to set aside costs is dismissed. All other miscellaneous motions are dismissed. The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal for Ontario, Number M53870 (COA-22-CV-0081), 2023 ONCA 119, dated February 23, 2023, is dismissed with costs.

Appeals — Judgments and orders — Court of Appeal quashing appeal of action brought as part of ongoing family law litigation alleging wife and counsel deceived court — Whether application for leave to appeal raises issues of national or public importance — Whether lower courts erred in their reasoning and decisions.

As part of ongoing family law litigation, the applicant made several allegations against the respondent and her counsel. The respondent sought an order dismissing the motion on the grounds that the allegations were baseless, vindictive, and vexatious.

The motion judge issued an order in favour of the respondent, dismissing the motion and awarding costs on a full indemnity scale, in the sum of \$24,353.24.

The motion for leave to appeal to the Divisional Court was dismissed. The Court of Appeal quashed the appeal.

August 11, 2022
Ontario Superior Court of Justice
(Kraft J.)
[2022 ONSC 4680](#)

Motion dismissed except for preservation order regarding matrimonial home.

September 19, 2022
Ontario Superior Court of Justice
(Kraft J.)

Costs on full indemnity scale of \$24,353.24 awarded to the respondent.

February 13, 2023
Ontario Superior Court of Justice (Divisional Court)
(Corbett J.)
[2023 ONSC 1051](#)

Motion for leave to appeal dismissed.

February 23, 2023
Court of Appeal for Ontario
(Brown, Sossin and Copeland JJ.A.)
[2023 ONCA 119](#)
M53870

Motion to quash appeal granted. Costs awarded to the respondent.

April 19, 2023
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed.

40713 **Feng Wang c. Min Li**
(Ont.) (Civile) (Autorisation)

La requête en prorogation du délai de signification et de dépôt de la réplique du demandeur est accueillie. La requête visant à obtenir un sursis de dépens est rejetée. La requête en annulation des dépens est rejetée. Toutes les autres requêtes diverses sont rejetées. La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel de l'Ontario, numéro M53870 (COA-22-CV-0081), 2023 ONCA 119, daté du 23 février 2023, est rejetée avec dépens.

Appels — Jugements et ordonnances — Cour d'appel rejetant l'appel interjeté à l'encontre d'une action intentée dans le cadre d'un litige en cours, en droit de la famille, alléguant que l'épouse et son avocat ont trompé le tribunal — La demande d'autorisation d'appel soulève-t-elle des questions d'intérêt national ou d'intérêt public? — Les juridictions inférieures ont-elles erré dans leur raisonnement et leurs décisions?

Dans le cadre d'un litige en cours, en droit de la famille, le demandeur a formulé plusieurs allégations contre la défenderesse et son avocat. La défenderesse a sollicité une ordonnance rejetant la requête, aux motifs que les allégations étaient sans fondement, motivées par la vengeance et vexatoires.

Le juge des requêtes a rendu une ordonnance en faveur de la défenderesse, rejetant la requête et accordant des dépens de 24 353,24 \$, sur la base d'une indemnisation complète.

La requête en autorisation d'interjeter appel à la Cour divisionnaire a été rejetée. La Cour d'appel a rejeté l'appel.

11 août 2022
Cour supérieure de justice de l'Ontario
(juge Kraft)
[2022 ONSC 4680](#)

Rejet de la requête, à l'exception de l'ordonnance pour la conservation du foyer conjugal.

19 septembre 2022
Cour supérieure de justice de l'Ontario
(juge Kraft)

Dépens de 24 353,24 \$, sur la base d'une indemnisation complète, adjugés à la défenderesse.

13 février 2023
Cour supérieure de justice de l'Ontario (Cour
divisionnaire)
(juge Corbett)
[2023 ONSC 1051](#)

Rejet de la requête en vue de l'autorisation d'interjeter appel.

23 février 2023
Cour d'appel de l'Ontario
(juges Brown, Sossin et Copeland)
[2023 ONCA 119](#)
M53870

Requête accueillie en vue du rejet de l'appel. Dépens adjugés à la défenderesse.

19 avril 2023
Cour suprême du Canada

Dépôt de la demande d'autorisation d'appel.

40761 **Noel Avadluk v. His Majesty the King**
(N.W.T.) (Criminal) (By Leave)

The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal for the Northwest Territories, Number A1-AP-2014-000011, 2023 NWTCA 3, dated April 27, 2023, is dismissed.

(PUBLICATION BAN IN CASE)

Criminal law — Jury trial — Inconsistent verdicts — Charge to jury — Sexual assault — Intoxication — Consent — Overcoming resistance — Whether Court of Appeal erred in its review of inconsistent verdicts by applying an emergent and categorical approach — Whether failure to answer jury's question and instruct on alcohol intoxication and consent occasioned a miscarriage of justice?

The complainant testified that, after an evening together drinking, Mr. Avadluk sexually assaulted her in a bathroom and then in a bedroom. During the sexual assaults, he covered her nose and mouth with his hand, causing her to pass out. Mr. Avadluk testified to consensual sexual intercourse. During deliberations, the jury asked: "What is the law regarding alcohol intoxication and consent?" The trial judge did not give further instructions and asked the jury to be more specific. The jury did not ask any further questions. Mr. Avadluk was convicted for sexual assault and acquitted of attempting suffocation to overcome resistance for the purpose of committing sexual assault. The Court of Appeal dismissed an appeal.

August 29, 2014
 Supreme Court of the Northwest Territories
 (Shaner J.)
 (Unreported)

Conviction by jury for sexual assault; acquittal on count of overcoming resistance to commission of an offence

April 27, 2023
 Court of Appeal for the Northwest Territories
 (Yellowknife)
 (Slatter, McDonald, Feehan JJ.A.)
[2023 NWTCA 3](#); A 1-AP-2014-000011

Appeal dismissed

June 1, 2023
 Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

40761 **Noel Avadluk c. Sa Majesté le Roi**
 (T.N.-O.) (Criminelle) (Autorisation)

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel des Territoires du Nord-Ouest, numéro A1-AP-2014-000011, 2023 NWTCA 3, daté du 27 avril 2023, est rejetée.

(ORDONNANCE DE NON-PUBLICATION DANS LE DOSSIER)

Droit criminel — Procès avec jury — Verdicts incompatibles — Exposé au jury — Agression sexuelle — Intoxication — Consentement — Vaincre la résistance — La Cour d'appel a-t-elle erré dans son contrôle des verdicts incompatibles, en appliquant une approche émergente et catégorique? — Le fait de ne pas répondre à une question du jury et de ne pas donner de directives sur l'intoxication à l'alcool et sur le consentement a-t-il entraîné une erreur judiciaire?

Selon le témoignage de la plaignante, après une soirée de beuverie ensemble, M. Avadluk l'a agressée sexuellement dans une salle de bains et ensuite dans une chambre. Pendant les agressions sexuelles, il a couvert son nez et sa bouche avec la main, causant son évanouissement. Selon le témoignage de M. Avadluk, les rapports sexuels étaient consensuels. Pendant les délibérations, le jury a posé la question suivante : « Quel est l'état du droit relativement à l'intoxication à l'alcool et au consentement? » La juge du procès n'a pas donné d'autres directives et a demandé au jury d'être plus précis. Le jury n'a pas posé d'autres questions. M. Avadluk a été déclaré coupable d'agression sexuelle et acquitté de tentative de suffocation pour vaincre la résistance aux fins de commettre une agression sexuelle. La Cour d'appel a rejeté un appel.

29 août 2014
 Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest
 (juge Shaner)
 (Non-publiée)

Déclaration de culpabilité pour agression sexuelle prononcée par un jury; acquittement du chef de vaincre la résistance aux fins de la perpétration d'une infraction

27 avril 2023
 Cour d'appel des Territoires du Nord-Ouest (Yellowknife)
 (juges Slatter, McDonald, Feehan)
[2023 NWTCA 3](#); A 1-AP-2014-000011

Appel rejeté

1^{er} juin 2023
 Cour suprême du Canada

Demande d'autorisation d'appel déposée

40691 David Zazula v. Gordon Nichol
(Sask.) (Civil) (By Leave)

The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal for Saskatchewan, Number CACV4149, dated February 13, 2023, is dismissed.

Charter of rights — Fundamental justice — Civil procedure — Appeals — Torts — Intentional torts — Confrontation between parties — Applicant suing respondent for assault, negligent misrepresentation and intentional infliction of emotional distress — Claims dismissed in Small Claims Court — First-level appeal dismissed — Application for extension of time to apply for leave to appeal dismissed — Whether there was miscarriage of justice in trial judge's misapprehension of evidence — Whether outcome of proceedings disenfranchised applicant's right to fair trial protected under *Charter* — Whether legal system unfairly prohibits questioning of trial judge's conclusions — Whether trial judge violated applicant's *Charter* rights through abuse of discretion — Whether applicant entitled to remedy.

The applicant agreed to rent an adjoining property to the respondent's daughter, on the respondent's recommendation. After the tenancy ended badly, the respondent attended the property to retrieve his daughter's belongings, and a confrontation with the applicant ensued. Nearly two years after the confrontation, the applicant filed a statement of claim against the respondent, seeking damages for assault, negligent misrepresentation, and infliction of emotional distress. The Small Claims Court dismissed the applicant's claims. The applicant appealed.

A chambers judge at the Court of King's Bench dismissed the applicant's appeal from the Small Claims Court decision. The applicant then brought three applications before a single judge of the Court of Appeal: an application for an extension of time in which to apply for leave to appeal, an application for leave to appeal, and an application for a stay of the Court of King's Bench decision, pending appeal. All three applications were dismissed by the Court of Appeal.

October 3, 2022
Court of King's Bench for Saskatchewan
(Layh J.)
Court file number: QBG-MF-00010-2021
Neutral citation: [2022 SKKB 222](#)

Applicant's appeal from Small Claims Court decision dismissing his claim — dismissed

February 13, 2023
Court of Appeal for Saskatchewan
(Tholl J.A.)
(unreported decision)
Court file number: CACV4149

Applications for extension of time to apply for leave to appeal, for leave to appeal, and for a stay of Court of King's Bench decision pending appeal — dismissed

April 14, 2023
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

40691 David Zazula c. Gordon Nichol
(Sask.) (Civile) (Autorisation)

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel de la Saskatchewan, numéro CACV4149, daté du 13 février 2023, est rejetée.

Charte des droits — Justice fondamentale — Procédure civile— Appels — Délits — Délits intentionnels — Affrontement entre les parties — Requérant poursuivant l'intimé pour voies de fait, déclarations inexactes et infraction intentionnelle de souffrances morales — Prétentions rejetées par la Cour des petites créances — Appel au premier palier rejeté — Requête en prorogation du délai imparti pour demander l'autorisation d'en appeler rejetée — Le juge de première instance a-t-il mal interprété la preuve, ce qui a entraîné une erreur judiciaire? — L'issue de l'instance a-t-elle eu pour effet de priver le requérant de son droit à un procès équitable protégé par la *Charte*? — Le système juridique empêche-t-il injustement de remettre en question les conclusions du juge de première instance? — Le juge de première instance a-t-il porté atteinte aux droits garantis au requérant par la *Charte* en abusant de son pouvoir discrétionnaire? — Le requérant a-t-il droit à une réparation?

Le requérant a convenu de louer une propriété adjacente à la fille de l'intimé, sur la recommandation de ce dernier. Après que la location se soit mal terminée, l'intimé s'est rendu sur les lieux pour récupérer les affaires de sa fille et un affrontement avec le requérant s'en est suivi. Près de deux ans après cet affrontement, le requérant a déposé une plainte contre l'intimé, lui réclamant des dommages-intérêts pour voies de fait, déclarations inexactes et infraction de souffrances morales. La Cour des petites créances a rejeté les prétentions du requérant, qui a interjeté appel.

Un juge de la Cour du Banc du Roi, siégeant en son cabinet, a rejeté l'appel interjeté par le requérant de la décision de la Cour des petites créances. Le requérant a alors saisi un juge seul de la Cour d'appel de trois requêtes : une requête en prorogation du délai imparti pour demander l'autorisation d'appel, une requête en autorisation d'appel et une requête en sursis de la décision de la Cour du Banc du Roi, en attendant l'issue de l'appel. Les trois requêtes ont été rejetées par la Cour d'appel.

3 octobre 2022
Cour du Banc du Roi de la Saskatchewan
(juge Layh)
Dossier n° QBG-MF-00010-2021
Référence neutre : [2022 SKKB 222](#)

Appel interjeté par le requérant de la décision de la Cour des petites créances rejetant sa demande — Appel rejeté

13 février 2023
Cour d'appel de la Saskatchewan
(juge Tholl)
(décision non publiée)
Dossier de la Cour n° CACV4149

Requête en prorogation du délai imparti pour demander l'autorisation d'appel, requête en autorisation d'appel et requête en sursis de la décision de la Cour du Banc du Roi rejetées

14 avril 2023
Cour suprême du Canada

Demande d'autorisation d'appel déposée

40697 **Agence du revenu du Québec v. Guy Samson**
(Que.) (Civil) (By Leave)

The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal of Quebec (Montréal), Number 500-09-029705-217, 2023 QCCA 332, dated February 24, 2023, is dismissed with costs.

Taxation — Contracts — Interpretation — Common intention of parties — Application of principles laid down by Supreme Court in *Jean Coutu Group (PJC) Inc. v. Canada (Attorney General)*, 2016 SCC 55, and *Canada (Attorney General) v. Fairmont Hotels Inc.*, 2016 SCC 56 — Application to amend agreement and resolution concerning sale of shares for purpose of implementing tax planning aimed in part at generating business investment loss — Whether taxpayer can obtain retroactive amendment to written expression of contract that has unexpected and undesirable tax consequences where taxpayer made error in devising tax planning.

The respondent, Guy Samson, and La Bourgade St-Jean inc. (Bourgade) were shareholders in Résidence du Collège inc. (CRP). Because CRP incurred significant losses, Bourgade decided to sell 13 immovables to make up CRP's cash shortfall. The sales generated a taxable capital gain for Bourgade. Mr. Samson, who was also a shareholder in Bourgade, then used a tax specialist's services to devise tax planning that would allow him and his companies to use CRP's losses to reduce their tax liability. The tax planning, set out in a tax memo, involved a series of transactions falling into two categories: (1) the transfer by CRP of its CRP immovable and (2) the merger and liquidation of CRP. The tax planning was aimed in part at making a business investment loss (BIL) on CRP's shares available to Mr. Samson and Bourgade and at making CRP's non-capital losses available to a new company, Résidences du Collège CRP (2014) inc. (CRP 2014). However, it seems that the tax memo concerning the tax planning contained an error that prevented Mr. Samson from claiming a BIL on CRP's shares. Mr. Samson applied to the Superior Court for a declaratory judgment, seeking to amend or rectify the agreement for the sale of CRP's shares and a related resolution in order to replace the date originally set in the flawed tax planning with the date on which the documents were actually signed. The applicant, the Agence du revenu du Québec, opposed the application. The Superior Court allowed the application in part, and the Court of Appeal dismissed the appeal.

July 27, 2021
Quebec Superior Court
(Immer J.)
[2021 QCCS 3166](#)

Application allowed in part

February 24, 2023
Quebec Court of Appeal (Montréal)
(Mainville, Hamilton and Baudouin JJ.A.)
[2023 QCCA 332](#)

Appeal dismissed

April 25, 2023
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

40697 **Agence du revenu du Québec c. Guy Samson**
(Qc) (Civile) (Autorisation)

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel du Québec (Montréal), numéro 500-09-029705-217, 2023 QCCA 332, daté du 24 février 2023, est rejetée avec dépens.

Droit fiscal — Contrats — Interprétation — Intention commune des parties — Application des enseignements de la Cour suprême tirés des arrêts *Groupe Jean Coutu (PJC) inc. c. Canada (Procureur général)*, 2016 CSC 55 et *Canada (Procureur général) c. Hôtels Fairmont Inc.*, 2016 CSC 56 — Demande de modification d'une convention et d'une résolution relative à une vente d'actions visant à mettre en œuvre une planification fiscale ayant notamment pour but d'obtenir une perte au titre d'un placement d'entreprise — Un contribuable peut-il obtenir la modification rétroactive de l'expression écrite d'un contrat qui provoque des conséquences fiscales inattendues et indésirables lorsque ledit contribuable a commis une erreur dans la conception de sa planification fiscale?

L'intimé, M. Guy Samson et la société La Bourgade St-Jean inc. (Bourgade) sont actionnaires de la société Résidence du Collège inc. (CRP). Comme CRP subit des pertes importantes, Bourgade décide de vendre treize immeubles afin de combler le manque de liquidité de CRP. À la suite de ces ventes, Bourgade réalise un gain en capital imposable. M. Samson, également actionnaire de Bourgade, fait alors appel aux services d'une fiscaliste afin de procéder à une planification fiscale lui permettant, ainsi qu'à ses sociétés, d'utiliser les pertes de CRP afin de réduire leur charge fiscale. La planification fiscale, présentée dans une note fiscale, prévoit une série de transactions qui tombe sous deux rubriques (1) le transfert par CRP de son immeuble CRP et (2) la fusion et la liquidation de CRP. La planification fiscale a, notamment, pour but de faire bénéficier M. Samson et Bourgade d'une perte au titre d'un placement d'entreprise (PTPE) sur les actions de CRP et à faire bénéficier une nouvelle société, Résidences du Collège CRP (2014) inc. (CRP 2014), des pertes autres que les pertes en capital de CRP. Or, il appert que la note fiscale relative à la planification fiscale était entachée d'une erreur qui a pour conséquence d'empêcher M. Samson de bénéficier de la PTPE sur les actions de CRP. M. Samson a présenté une demande en jugement déclaratoire devant la Cour supérieure afin d'obtenir la modification ou rectification de la convention de vente des actions de CRP et d'une résolution y afférente pour substituer la date originellement prévue dans la planification fiscale fautive par la date où les documents ont été réellement signés. La demanderesse, l'Agence du revenu du Québec, s'y oppose. La Cour supérieure a accueilli la demande en partie et la Cour d'appel a rejeté l'appel.

Le 27 juillet 2021

Cour supérieure du Québec

(Le juge Immer)

[2021 QCCS 3166](#)

Demande accueillie en partie.

Le 24 février 2023

Cour d'appel du Québec (Montréal)

(Les juges Mainville, Hamilton et Baudouin)

[2023 QCCA 332](#)

Appel rejeté.

Le 25 avril 2023

Cour suprême du Canada

Demande d'autorisation d'appel déposée

40629 I. Quint Group Inc., Ian Quint, Gotham Devraker Developments Inc., Devraker Real Estate Inc. and 7549881 Canada Inc. v. Quintcap Inc. and Theodore Quint
 - and -
John Waxlax, Immobilier DC inc. (DQ Reality Inc.), 8209375 Canada Inc., Storbac Mini Storage Inc., 9255-2504 Québec inc. and 7335482 Canada Inc.
 (Que.) (Civil) (By Leave)

The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal of Quebec (Montréal), Number 500-09-029472-214, 2022 QCCA 1717, dated December 19, 2022, is dismissed with costs to the respondents.

(PUBLICATION BAN IN CASE) (SEALING ORDER) (CERTAIN INFORMATION NOT AVAILABLE TO THE PUBLIC)

Contract — Restitution of prestations — Receipt of payment not due — Revocation of gifts on account of ingratitude — Whether exercise of judge's discretion to modify scope or modalities of restitution of prestations under art. 1699 para. 2 of *Civil Code of Québec* is subject to conditions other than existence of undue advantage — *Civil Code of Québec*, art. 1699.

On January 30, 2015, the applicant Ian Quint ceased working for the real estate development businesses owned by his uncle, the respondent Theodore Quint. After severing his business ties with Theodore Quint and the company controlled by him, the respondent Quintcap Inc., Ian Quint started his own company, the applicant I. Quint Group Inc., to carry on his real estate development activities. Theodore Quint and Quintcap responded by, among other things, bringing an action against Ian Quint and several of his companies for the revocation, on account of ingratitude, of gifts of shares that had been made between 2010 and 2013 through various related companies. The Superior Court allowed the application for revocation of the gifts on account of ingratitude. It ordered restitution of prestations, that is, the return of the shares received as gifts. However, it found that restitution would accord an undue advantage to Theodore Quint and Quintcap, so it ordered that the increase in value of the shares between the gift date and January 30, 2015, be paid to Ian Quint and his companies. The Court of Appeal allowed the incidental appeal filed by Theodore Quint and Quintcap and set aside the Superior Court's decision to order payment of the increase in value of the shares to Ian Quint and his companies.

March 15, 2021
Quebec Superior Court
(Prévost J.)
[2021 QCCS 1932](#)

Application allowed in part (file No. 500-17-093002-163)

December 19, 2022
Quebec Court of Appeal (Montréal)
(Mainville, Gagné and Bachand JJ.A.)
[2022 QCCA 1717](#)

Incidental appeal allowed

February 16, 2023
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

40629 **Groupe I. Quint inc., Ian Quint, Développements Gotham Devraker inc., Immeubles Devraker inc. et 7549881 Canada inc. c. Quintcap inc. et Theodore Quint**
- et -
John Waxlax, Immobilier DC inc. (DQ Reality Inc.), 8209375 Canada Inc., Storbec Mini Storage Inc., 9255-2504 Québec inc. et 7335482 Canada Inc.
(Qc) (Civile) (Autorisation)

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel du Québec (Montréal), numéro 500-09-029472-214, 2022 QCCA 1717, daté du 19 décembre 2022, est rejetée avec dépens en faveur des intimés.

(ORDONNANCE DE NON-PUBLICATION DANS LE DOSSIER) (ORDONNANCE DE MISE SOUS SCELLÉS) (CERTAINES INFORMATIONS NON DISPONIBLES POUR LE PUBLIC)

Contrat — Restitution des prestations — Réception de l'indu — Révocation d'une donation pour cause d'ingratitude — Outre l'existence d'un avantage indu, l'exercice du pouvoir discrétionnaire du juge prévu au 2^e ali. de l'art. 1699 du *Code civil du Québec* de modifier l'étendue ou les modalités de la restitution des prestations est-il assujéti à d'autres conditions? — *Code civil du Québec*, art. 1699.

Le 30 janvier 2015, le demandeur Monsieur Ian Quint, a cessé de travailler au sein des entreprises de son oncle, l'intimé Monsieur Théodore Quint, qui sont spécialisées dans le domaine du développement immobilier. Après avoir rompu ses liens d'affaires avec M. Théodore Quint et la société sous le contrôle de ce dernier, l'intimé Quintcap inc., M. Ian Quint a fondé sa propre entreprise, la demanderesse I. Quint Group inc., afin de poursuivre ses activités en matière de développement immobilier. Comme suite à cette rupture, M. Theodore Quint et Quintcap, ont notamment entrepris contre M. Ian Quint et plusieurs de ses sociétés, un recours en révocation de donations d'actions pour cause d'ingratitude qui ont été faites entre 2010 et 2013 par le biais de diverses sociétés liées. La Cour supérieure a accueilli la demande en révocation des donations pour cause d'ingratitude. Elle a ordonné la restitution des prestations, à savoir le retour des actions reçues en donation. Toutefois, elle a conclu qu'un avantage indu résulterait de cette restitution en faveur de M. Theodore Quint et Quintcap. Elle a donc ordonné le paiement de l'accroissement de la valeur des actions entre la date de la donation et le 30 janvier 2015 en faveur de M. Ian Quint et de ses sociétés. La Cour d'appel a accueilli l'appel incident de M. Theodore Quint et Quintcap et a infirmé la décision de la Cour supérieure d'ordonner le paiement de l'accroissement de la valeur des actions en faveur de M. Ian Quint et de ses sociétés.

Le 15 mars 2021
Cour supérieure du Québec
(Le juge Prévost)
[2021 QCCS 1932](#)

Demande accueillie en partie (dossier no. 500-17-093002-163).

Le 19 décembre 2022
Cour d'appel du Québec (Montréal)
(Les juges Mainville, Gagné et Bachand)
[2022 QCCA 1717](#)

Appel incident accueilli.

Le 16 février 2023
Cour suprême du Canada

Demande d'autorisation d'appel déposée.

40723 Mavis Alexander v. Attorney General of Ontario and Person in Charge of the Center for Addiction and Mental Health
(Ont.) (Criminal) (By Leave)

The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal for Ontario, Number COA-22-CR-0186, 2023 ONCA 176, dated March 16, 2023, is dismissed.

Criminal law — Mental disorder — What is the scope of the Ontario Review Board's obligation to oversee the treatment and rehabilitation of a not criminally responsible accused — Can the Board only consider what is likely to happen in the upcoming year or are there other future considerations to take into account — Can a Board impose restrictive dispositions in the absence of countervailing public safety concerns — Can a Board impose a restrictive disposition which will restrict an accused's liberty, delay their reintegration into the community, in the absence of identifiable risks to public safety which would make the restriction necessary?

The applicant was charged with arson, and disregard for human life. On November 27, 2008, she was found not criminally responsible. Her treating psychiatrist testified that her mental state is very fragile, she is at high risk of decompensation and remains a significant threat to the public. The applicant appealed the disposition of the Ontario Review Board (the "Board"), ordering that she continue to be detained at the Women's General Forensic Unit of the Centre for Addiction and Mental Health and providing that the person in charge may, in his or her discretion, permit the applicant hospital and grounds privileges, escorted by staff, and to enter the community, escorted by staff. The Court of Appeal dismissed her appeal.

August 5, 2022
Ontario Review Board
(Cameron J.)

Ruling: detention order remains necessary, it was not appropriate to include indirectly supervised privileges or community living in the disposition

March 16, 2023
Court of Appeal for Ontario
(Hoy, Thorburn, Favreau JJ.A.)
COA-22-CR-0186; [2023 ONCA 176](#)

Appeal dismissed

May 9, 2023
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

40723 Mavis Alexander c. Procureur général de l'Ontario et Personne en charge du Centre de toxicomanie et de santé mentale
(Ont.) (Criminelle) (Autorisation)

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel de l'Ontario, numéro COA-22-CR-0186, 2023 ONCA 176, daté du 16 mars 2023, est rejetée.

Droit criminel — Troubles mentaux — Quelle est la portée de l'obligation de la Commission ontarienne d'examen relativement à la supervision du traitement et à la réadaptation d'un accusé déclaré non criminellement responsable? — La Commission peut-elle uniquement prendre en compte ce qui se passera probablement dans l'année à venir ou y a-t-il d'autres considérations futures à prendre en considération? — Une Commission peut-elle imposer des décisions restrictives en l'absence de préoccupations contraires quant à la sécurité publique? — Une Commission peut-elle imposer une décision restrictive qui restreindrait la liberté de l'accusé, retarderait sa réintégration dans la communauté, en l'absence de risques identifiables quant à la sécurité publique qui rendraient la restriction nécessaire?

La demanderesse a été inculpée pour incendie et danger pour la vie humaine. Le 27 novembre 2008, elle a été déclarée non criminellement responsable. Selon le témoignage du psychiatre qui la traitait, son état de santé mentale est très fragile, elle présente un grand risque de décompensation et demeure une menace grave pour le public. La demanderesse a interjeté appel de la décision de la Commission ontarienne d'examen (la « Commission »), ordonnant qu'elle continue d'être détenue au Women's General Forensic Unit du Centre for Addiction and Mental Health, et que la personne responsable puisse, à sa discrétion, autoriser la demanderesse à se rendre à l'hôpital et sur le terrain de celui-ci, escortée par le personnel, et à entrer dans la communauté, escortée par le personnel. La Cour d'appel a rejeté son l'appel interjeté.

5 août 2022
Commission ontarienne d'examen
(juge Cameron)

Décision : l'ordonnance de détention demeure nécessaire, il n'était pas approprié d'inclure indirectement des privilèges supervisés ou la vie en communauté dans la décision

16 mars 2023
Cour d'appel de l'Ontario
(juges Hoy, Thorburn, Favreau)
COA-22-CR-0186; [2023 ONCA 176](#)

Appel rejeté

9 mai 2023
Cour suprême du Canada

Demande d'autorisation d'appel déposée

- 2022 -

OCTOBER – OCTOBRE						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
						1
2	CC 3	4	YK 5	6	7	8
9	H 10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23 / 30	24 / CC 31	25	26	27	28	29

NOVEMBER – NOVEMBRE						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
		1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	H 11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	CC 28	29	30			

DECEMBER – DÉCEMBRE						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
				1	2	3
4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	H 26	H 27	28	29	30	31

- 2023 -

JANUARY – JANVIER						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
1	H 2	3	4	5	6	7
8	CC 9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

APRIL – AVRIL						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
						1
2	3	4	5	6	H 7	8
9	H 10	CC 11	12	13	OR 14	OR 15
OR 16	OR 17	18	19	20	21	22
23 / 30	24	25	26	27	28	29

JULY – JUILLET						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
						1
2	H 3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23 / 30	24 / 31	25	26	27	28	29

FEBRUARY – FÉVRIER						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
			1	2	3	4
5	CC 6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28				

MAY – MAI						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
	1	2	3	4	5	6
7	CC 8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20
21	H 22	23	24	25	26	27
28	29	30	31			

AUGUST – AOÛT						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
		1	2	3	4	5
6	H 7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31		

MARCH – MARS						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	CC 13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30	31	

JUNE – JUIN						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
				1	2	3
4	CC 5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	

SEPTEMBER – SEPTEMBRE						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
					1	2
3	H 4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	RH 16
RH 17	18	19	20	21	22	23
24	YK 25	26	27	28	29	30

Sitting of the Court /
Séance de la Cour

Court conference /
Conférence de la Cour

Holiday / Jour férié

18 sitting weeks / semaines séances de la Cour
87 sitting days / journées séances de la Cour
9 Court conference days /
jours de conférence de la Cour
3 holidays during sitting days /
jours fériés durant les séances

Rosh Hashanah / Nouvel An juif RH
Yom Kippur / Yom Kippour YK